

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MERCREDI 26 MAI 1976

A la TV, Giscard annonce la reprise, mais demande aux travailleurs de « s'autodiscipliner » sur les salaires

GISCARD: LA CEINTURE PONIA: LA SECURITE

De qui se moque Giscard ?

Il a commencé par se plaindre de ce que « la production industrielle ayant diminué de 11%, les effectifs au travail n'aient diminué que de 3% ». En somme, 1 500 000 chômeurs, ce n'était pas suffisant. Est-ce à dire que, la prochaine fois, il en faudra plusieurs millions ? Mieux, Giscard a souligné « la disparition progressive des difficultés, notamment en ce qui concerne l'emploi ». Doit-on en conclure qu'un chômage permanent de plus d'un million de personnes, c'est normal ? Ou une inflation supérieure à 10% qui rogne les salaires au point de provoquer une diminution du pouvoir d'achat, c'est normal ?

Il a continué en appelant à une « modération des marges de revenus et des rémunérations ». Ce qui, en termes simples, signifie un ralentissement des hausses salariales. « C'est sur

votre propre discipline, sur votre autodiscipline que nous devons fonder cette modération nécessaire des revenus » a-t-il ajouté, en guise d'insulte aux travailleurs. L'année dernière, à longueur de causeries, il leur avait demandé de modérer leurs revendications pour permettre à l'économie française de « sortir de la crise ». Le voilà maintenant qui leur réclame de se serrer la ceinture pour « consolider la reprise ». Sans doute, pour faciliter la reconstitution des profits des entreprises ?

Il a terminé en estimant que « depuis son élection, il s'était efforcé de développer la liberté en France : liberté d'expression, liberté d'information, liberté de décision ». Par exemple, en matraquant, hier, les étudiants à Montpellier et les ouvriers à La Rochelle ? Par exemple, en envoyant ses flics occuper Caron-Ozanne ou ses soldats briser la

grève des éboueurs à Lyon ? Par exemple, en menant procès contre les autonomistes corses ? Par exemple, en faisant inculper Philippe Simonnot ou en déplaçant arbitrairement le juge Cécaldi ? Par exemple, en interdisant les réunions politiques dans les entreprises et en condamnant à de lourdes peines des syndicalistes ayant manifesté leurs revendications ? Par exemple...

De qui se moque Giscard ? De retour des Etats-Unis où il a donné des gages de bonne conduite à l'impérialisme américain il se prend pour le Don Quichotte de la collaboration de classe. Il a dû oublier, en chemin, qu'il était désormais minoritaire dans le pays et que, face aux mirages de ses réformes et aux réalités de ses matraques il aurait contre lui, de plus en plus unis, les jeunes et les travailleurs.

Pierre Julien

Contre la loi anti-grève



LA GRECE EN GREVE

- 100 000 manifestants à Athènes
- 1 mort au cours d'un rassemblement des travailleurs du bâtiment

page 3

Congrès CFDT à Annecy

MAIRE : « Il est grand temps de donner à la crise une issue politique »

L'attaché social US expulsé du congrès par 12860 mandats contre 9838

page 5

Sallaumines

5000 MINEURS EN GREVE

Hier, dans l'ensemble du bassin minier, se déroulaient les élections des délégués mineurs. Elles étaient marquées par la grève qui dure depuis maintenant deux semaines et continue à s'étendre.

A l'origine du mouvement, un débrayage d'une heure appelé par la CGT et la CFDT, dans le cadre de la journée d'action du 13 mai. La direction répond par un lock-out. Les mineurs ripostent à leur tour par la grève.

Parti de la fosse n° 5 de Sallaumines, la grève a gagné lundi le puits de l'Épinette à Douai, et mardi la fosse n° 9 de l'Escarpeille, près de Lens.

C'est aujourd'hui près de 5 000 mineurs qui sont en lutte. Une grève générale de l'ensemble du bassin est à l'ordre du jour.

Montpellier

LES EXAMENS SOUS LA TRIQUE

Lire page 8



CAMACHO LIBRE !

Marcelino Camacho (commissions ouvrières), Nazario Aguado (parti du travail), et Alvarez Derronsorro (MCE) ont quitté hier après-midi la prison de Carabanchel, dans les faubourgs de Madrid. Ils avaient été arrêtés le 28 mars dernier en compagnie de l'avocat Garcia Trevijano alors qu'ils allaient participer à la conférence de presse qui annonçait la formation de la Coordination démocratique.

Le Tribunal d'ordre public qui a décidé lundi la mise en liberté sous caution de Camacho, Aguado et Derronsorro n'a pas justifié sa décision, non plus que la raison pour laquelle Trevijano, membre du « Groupe des indépendants » au sein de la Coordination est resté incarcéré.

Devant la porte de la prison où attendait la femme de Trevijano, Camacho lui a déclaré : « Nous te promettons de tout faire pour obtenir le plus rapidement possible la libération de ton mari ».

L'EXTREME-GAUCHE ITALIENNE

A partir de vendredi, Rouge publiera une série de 4 pages sur l'extrême-gauche italienne. Nous présentons tout d'abord l'évolution de l'extrême-gauche et de ses différentes organisations depuis le 15 juin 1975 (élections régionales qui marquèrent la poussée de la gauche). Nous reproduirons, ensuite, les discussions que nous avons eues avec Adriano Sofri (Lotta Continua), Massimo Gorla (Avanguardia Operaia) et Vito-

rio Foa (PDUP-Manifesto). Une série à ne pas manquer pour comprendre ce qui se passe en Italie.

AUX LECTEURS

En raison de la fermeture de la plupart des kiosques à l'occasion de la fête de l'Ascension, Rouge ne paraîtra pas demain. Rendez-vous vendredi matin.

ITALIE

En Italie, les différentes organisations révolutionnaires se présentent unifiées aux élections dans les listes Democrazia Proletaria. Au niveau national, l'accord inclut Avanguardia Operaia, le PDUP-Manifesto et Lotta Continua. Les organisations moins importantes participent à l'accord et aux listes au niveau local et régional. Un comité unitaire de soutien à Democrazia Proletaria s'est constitué à Paris, afin de populariser la campagne des révolutionnaires italiens.

TRIBUNE Internationale

DEMOCRAZIA PROLETARIA

Les prochaines élections législatives en Italie constituent un enjeu très important. Il est fort probable qu'elles signifient la fin du rôle de la DC en tant que principal parti de toute majorité gouvernementale. Il est important de savoir que la crise de la DC ne concerne pas uniquement le sort d'un parti, mais aussi celui d'un régime et d'un ensemble d'équilibres politiques et institutionnels, à cause d'une identification qui existe dans la situation particulière italienne entre la DC et l'appareil d'Etat.

La désagrégation de ce régime et l'entrée du PCI au gouvernement pourraient représenter un tournant radical par rapport au régime qui a dominé l'Italie depuis trente ans, tournant rendu plus dramatique par les implications au niveau international. L'Italie est devenue un des points de friction essentiel sur l'échiquier international. Avec l'entrée du PCI au gouvernement se joue, en grande partie, l'avenir des pays méditerranéens, de la France à l'Espagne, qui se trouvent à la veille d'un tournant analogue. L'Italie se trouve à la limite de la zone de développement impérialiste et de la zone de sous-développement. Elle est subordonnée aux USA sur le plan politique, militaire et économique, et en même temps elle mène sa propre politique d'exploitation en Afrique et en Amérique Latine et dans certains pays européens comme l'Espagne et la Grèce.

Dans ce contexte national et international, le « compromis historique » de E. Berlinguer, résultat de la leçon tirée par les révisionnistes italiens à partir de l'expérience chilienne, n'est pas, comme on veut le faire croire, l'alliance des masses communistes, socialistes et catholiques, mais l'alliance du PCI avec la DC, c'est à dire avec l'appareil d'Etat de la bourgeoisie italienne. Ainsi le PCI voit les efforts accomplis dans l'application de cette ligne, « récompensés » par le retour sur la scène politique des pires instruments de la réaction, à commencer par M. Fanfani, ancien secrétaire de la DC, que le vote populaire du 15 juin avait chassé et enterré.

A l'heure actuelle le PCI semble être saisi par une sorte de paralysie, due d'une part aux tentatives de rassurer ses interlocuteurs capitalistes italiens et internationaux et d'autre part à l'usure de son rapport avec les masses, engendrés par une année d'appui à un gouvernement réactionnaire et d'opposition frontale à la lutte des masses. La tentative de reprendre en main le contrôle du syndicat a entraîné ce dernier dans la subordination au gouvernement Moro et dans la paralysie intérieure. La conséquence en est la tentative syndicale d'opérer une division entre la lutte ouvrière et la campagne électorale.

C'est pour ces raisons et pour la force autonome du prolétariat italien que le gouvernement de gauche ne peut pas être considéré comme un moment de stabilisation et de recollage des contradictions de la bourgeoisie. Il est au contraire un moment de destabilisation, nécessaire pour ouvrir la voie au processus révolutionnaire en Italie. Par ailleurs, il serait illusoire de penser que l'effondrement du régime actuel et la constitution d'un gouvernement de gauche seraient acceptés pacifiquement ; il s'agit d'une bataille, comme on peut déjà s'en apercevoir, qui est en train de mettre à feu et à sang l'Italie. Les exemples ne manquent pas : de l'utilisation effrontée du cahtage économique (la fuite des capitaux, la dévaluation) jusqu'aux incendies provocateurs dans les usines, en passant par la répression policière et les violences fascistes.

Pour toutes ces raisons, dans cette phase, la présence et l'affirmation d'une force politique qui a pour objectif un gouvernement de la gauche et qui est contre tout compromis avec la DC, sont essentielles : une force qui ait une politique révolutionnaire claire et qui en même temps sache œuvrer correctement pour l'unité du prolétariat.

Face aux concessions et à la collaboration toujours plus ouverte du camp révisionniste avec le parti de régime et les intérêts du patronat, la seule force alternative qui s'est constituée, malgré les difficultés et les divergences, est la gauche révolutionnaire. Celle-ci a su rassembler un nombre toujours croissant de militants d'avant-garde politique et de lutte, en partant de son implantation dans les masses et dans les luttes sur tous les terrains : dans les usines, les écoles, les quartiers et à l'armée.

La présentation d'une liste unique de la gauche révolutionnaire n'est pas un simple compromis ou pire un amalgame électoraliste entre des forces politiques hétérogènes, mais une décision qui va plus loin et qui prend racine dans le mouvement. Aucune bataille politique de la gauche révolutionnaire n'a jamais passionné autant de camarades, d'ouvriers, d'intellectuels de la nouvelle gauche, en entraînant même des nombreux camarades de la base du PCI. La richesse de la discussion a constitué en soi un grand pas en avant pour tout le mouvement de classe. La victoire de l'unité permet de valoriser ce grand patrimoine et constitue un point de non retour.

Cette transformation permet de mesurer les progrès de l'unité du prolétariat. Cette unité a un caractère nouveau dans la mesure où toutes les structures de direction de toutes les formations révolutionnaires ont été investies par le débat de masse, par la volonté de larges couches populaires d'avoir en main un instrument qui les fasse gagner. La force de cette unité du mouvement pèsera, d'autant plus à cause de la crise profonde du rapport du PCI avec la classe, non seulement sur les résultats électoraux, mais aussi dans la lutte pour imposer un gouvernement de gauche.

A partir de ces données en considérant l'intérêt que l'unité du mouvement peut avoir même en France, nous avons décidé de constituer un « comité de soutien à la présentation unitaire des révolutionnaires italiens dans les listes de Democrazia Proletaria ». Ce comité sera un instrument pour approfondir, dans cette phase politique de changement fondamental des rapports de force dans la zone méditerranéenne, la connaissance des luttes du prolétariat italien, pour développer la solidarité militante entre les mouvements révolutionnaires italiens et français, et pour renforcer l'union des révolutionnaires des différents pays.

Le comité a pour tâches :

- 1) information et diffusion des propositions de la gauche révolutionnaire italienne dans l'actuelle phase politique ;
- 2) soutien aux initiatives unitaires des groupes italiens présents dans la liste de DP ;
- 3) appuyer et stimuler les initiatives de la gauche révolutionnaire française de soutien à la présentation de la liste unitaire en Italie.

Le comité est une structure unitaire qui naît et qui se développera dans un esprit unitaire pour favoriser la solidarité des révolutionnaires français engagés maintenant à développer leur influence parmi les masses, et ne veut avoir aucune ingérence dans les affaires internes des groupes révolutionnaires.

Comité de soutien à la présentation unitaire des révolutionnaires italiens dans les listes de Democrazia Proletaria.

DJIBOUTI

Ali Aref et les forces d'opposition à Paris

LE PASSIF DU PASSE ET LES DOUTES DU FUTUR



Olivier Stirn secrétaire d'Etat au TOM-DOM continue aujourd'hui ses entretiens tant avec Ali Aref qu'avec « La Fronde Parlementaire » du sénateur Barkat Gourat (députés ayant déserté le camp d'Aref) et la LPAI (Ligue populaire Africaine pour l'Indépendance), principal Parti d'opposition. Le but de cette rencontre est de débattre des modalités d'accession du territoire à l'indépendance et de la nature de celle-ci (Cf. Rouge 57) avec en arrière-fond, la réalité de ce territoire de 23 000 km2 accroché au bout de la corne d'Afrique.

Le TFAI (Territoire français des Afars et Issas) c'est en effet une étendue de terre aride et volcanique sur laquelle 100 000 paysans nomades, pour la plupart d'origine Afars, vivent de manière traditionnelle selon une économie de subsistance. C'est aussi le port de Djibouti, excroissance urbaine de 150 000 personnes, peuplée d'une majorité d'Issas Une ville qui renferme un concentré de toutes les aberrations colonialistes, depuis son achat par la France à la fin du XIX^{ème} siècle quand elle n'était qu'un village de pêcheurs. Aujourd'hui, l'une des villes les plus chères du monde, Djibouti continue de supporter la présence de 7000 militaires français et d'une administration coloniale pléthorique. On y note aussi le mélange de 60 000 afars, 40 000 somalis, 5000 arabes d'origine Yéménite, des Indiens, des Grecs surtout dans le commerce, des Italiens ayant quitté l'Ethiopie etc...

250 000 personnes mais quel avenir ? Car le TFAI est privé de ressources naturelles que ce soit du pétrole, du charbon, du minerai et des cours d'eau. Unique ambition économique : le commerce, largement dépendant de l'Ethiopie. En 1975, 450 000 tonnes de marchandises ont transité par l'unique chemin de fer reliant Addis-Abeba à Djibouti. Quant au port, de bonne qualité sous-marine, il a le désavantage de se trouver en retrait de 60 000 milles marins du trajet menant les bateaux de la Mer Rouge vers l'Océan Indien. Aussi, malgré la réouverture du Canal de Suez, il a fallu constater pour celui-ci un

déficit de 100 millions de FF pour 1975. Ceci dit depuis, une reprise de l'activité portuaire est à noter compte tenu de l'engorgement des ports d'Aden et de Jeddah (Arabie Saoudite).

Djibouti vit donc des prébendes françaises, soit 600 millions de FF par an. Leur répartition illustre parfaitement la réalité économique du territoire puisque 120 millions servent aux « investissements locaux » (chiffres officiels) et le reste, soit 400 millions, sont utilisés pour le paiement des importations de source française, éthiopienne ou égyptienne.

Les autorités locales ont essayé d'attirer les investissements. Dans ce but un code a été élaboré, exonérant d'impôts pendant dix ans tout industriel investissant plus de 10 millions de FD (100 FD = 2,67 FF). Des conditions hyper-favorables n'ont cependant pas incité les investisseurs à accourir.

La réalité économique est déplorable. Corruption et chômage sont le lot quotidien de la plupart des habitants. En témoigne l'importance du marché du qat, une herbe euphorisante vendue par petits paquets à chaque coin de rue. Savoir que la vente de cette drogue représente la troisième source de revenu du TFAI (270 millions de FD en 1975) démontre de manière flagrante l'incapacité et la corruption du régime fantoche qui n'hésite pas à réceptionner chaque jour les 3 tonnes d'herbe venues par avion-spcial d'Ethiopie.

Frank Tenaille

URUGUAY

LE LEADER DE L'OPPOSITION SE REFUGIE A L'AMBASSADE D'AUTRICHE

Une dépêche de l'AFP, datée du 25 mai, annonce que Wilson Ferreyra Aldunate, caudillo principal du parti Blanco, s'est réfugié à l'ambassade d'Autriche à Buenos-Aires. Victime d'une tentative d'enlèvement le 18 mai dernier, il a toutes les raisons de craindre pour sa vie. L'assassinat de Z. Michelini et de Ruiz Gutierrez, ex-députés, montre clairement que la dictature civilo-militaire uruguayenne, franchissant un saut qualitatif dans l'escalade répressive, veut liquider toute possibilité d'alternative, même au sein du régime.

Le parti Blanco, dans l'opposition depuis 1904, représentait essentiellement les grands latifundistes. Venu au pouvoir lors des élections de 1958, pendant dix ans, sa politique se distingua par sa soumission aux plans du Fonds monétaire international. Jusqu'au coup d'Etat de juin 1973, sous les présidences Colorado de Pacheco Areco (1968-1972) et de Bordaberry (élu en novembre 1971), le parti Blanco bien que dans l'opposition, vota toutes les mesures répressives contre la guérilla urbaine et le mouvement ouvrier.

Aux élections de 1971, Ferreyra Aldunate a obtenu plus de voix que Bordaberry, mais ce dernier fut élu grâce au complexe système électoral uruguayen. Après le coup d'Etat, le parti Blanco se divisa. Un secteur minoritaire soutint la dictature tandis que la majorité, dirigée par Ferreyra Aldunate, s'y opposa. Ferreyra Aldunate a quitté l'Uruguay depuis le coup d'Etat et a mené une active campagne de dénonciation des militaires et de leur marionnette Bordaberry.

aux quatre coins du monde

MANIFESTATIONS D'ETUDIANTS EN GRANDE-BRETAGNE

3 600 étudiants se destinant à l'enseignement ont occupé lundi 18 universités de Grande-Bretagne pour protester contre le manque de débouchés dans leur future profession.

Les manifestants ont répondu à un appel lancé par le syndicat national des étudiants (NUS), qui entend ainsi protester contre la décision du gouvernement travailliste de réduire de un million de livres (8,5 millions de francs) durant les trois prochaines années le budget de l'éducation nationale.

Sur les 40 000 étudiants qui termineront au début de l'été leurs études d'enseignants, 15 000 seront sans doute au chômage lors de la rentrée scolaire, en septembre.

Le mouvement de protestation pourrait s'étendre au cours des prochains jours à d'autres universités, les étudiants ayant le soutien du syndicat national des enseignants.

AFP

MANIFESTATION ANTI-US A RHODES

Plusieurs milliers de manifestants ont occupé lundi la zone portuaire de la ville pour protester contre la présence du porte-avion américain « América ».

A coups de batons et de pierres, la foule, qui a empêché les membres de l'équipage de débarquer à terre, a également contraint les conducteurs de deux camions transportant des vivres destinées au porte-avion à rebrousser chemin et à distribuer leur chargement aux orphelins de l'île.

Le commandant du bâtiment a pu quitter son bord en hélicoptère pour rendre visite au préfet et au métropolitain. En revanche, le maire de la ville a refusé de recevoir l'amiral Linder, le Conseil municipal ayant qualifié « d'indésirable et inopportune » la présence dans le port de Rhodes d'un navire américain.

Dé violents affrontements ont, de nouveau, mis aux prises mardi matin quelques deux mille manifestants et les forces de sécurité. D'importants renforts de brigades anti-émeutes, dotées de masques à gaz et de boucliers, ont été dépêchés sur place. Le nombre des blessés serait relativement important de part et d'autre. Le Conseil municipal de la ville qui tentait de séparer manifestants et gendarmes a été pris à partie par les antagonistes.

AFP

ALLEMAGNE GERARD SRECKER LIBRE

Après les manifestations de samedi à Francfort pour la libération de Strecker, arrêté et inculpé arbitrairement sous la fausse accusation qu'il avait lancé un cocktail molotov sur des policiers lors des manifestations pour Ulrike Meinhof, Gérard vient d'être libéré. C'est un premier recul du gouvernement obtenu grâce à une intense mobilisation.

GRECE

LA PLUS IMPORTANTE GREVE GENERALE DEPUIS 10 ANS

- 500 000 travailleurs contre la loi anti grève
- Violents affrontements à Athènes : 1 mort

Au cours d'une manifestation contre le vote de la loi anti-grève, des ouvriers du bâtiment se sont affrontés avec la police : il y aurait un mort - une femme de soixante cinq ans - et de nombreux blessés. C'est à la sortie d'un meeting à Athènes, mardi matin, que la manifestation qui voulait se

rendre au parlement en a été violemment empêchée par les forces de l'ordre. Celle-ci faisant usage d'engins blindés légers et de grenades lacrymogènes, se sont heurtées avec les manifestants durant toute une partie de la journée.

● « Les Grecs doivent se montrer sages pendant deux ou trois ans et concilier leur intérêts particuliers avec ceux de la nation » déclarait Caramanlis il y a une semaine. Une bien piètre justification pour faire avaler la pilule ! Ayant la majorité au parlement, comptant sur la division et la passivité des organisations ouvrières, Caramanlis a donc choisi de porter lui même un coup sérieux à sa « Nouvelle Démocratie » : il l'ampute du droit de grève !

C'était pour riposter à ce projet que les organisations syndicales avaient appelé à une grève de 48 heures à partir de lundi. Le mouvement, qui selon les chiffres officiels a touché 120 000 travailleurs semble en fait avoir été assez largement suivi dans le secteur privé comme dans la fonction publique. L'ensemble des services publics ont été touchés : hôpitaux, transports, compagnies aériennes, presse, écoles ; à Athènes, la grève a été massivement suivie parmi les travailleurs de l'industrie, du bâtiment, et des chantiers navals. Il s'agit bien du mouvement de grève le plus important de ces dix dernières années.

Le développement des conflits depuis un an, ainsi que leur forme extrêmement radicale a sérieusement ébranlé le fragile équilibre du gouvernement Caramanlis. Dans une

situation économique difficile il était prévisible que la classe ouvrière ne manquerait pas d'utiliser pour elle-même les « nouvelles libertés » tant clamées par Caramanlis. La remonte des luttes sociales met ainsi en évidence les limites même de ce bricolage démocratique.

Face à cette offensive la Gauche proteste, feint l'étonnement et, en dernière analyse, s'efforce de casser les initiatives populaires qui pourraient déboucher sur un affrontement plus large. Ainsi, lors du rassemblement de riposte de 100 000 personnes organisé lundi soir à Athènes par les organisations ouvrières traditionnelles, aucune perspective de lutte centralisée et unitaire n'a été mise en avant. La crainte du débordement fut à la mesure de la combativité des travailleurs dont une partie, 25 000 environ, se dirigea en cortège, à la fin du meeting, vers le Parlement où le projet de loi venait d'être voté. Tard dans la nuit, les manifestants se dispersèrent, finalement, sans incidents, devant le ministère du Travail.

Cela n'empêchera pas les organisations réformistes de qualifier les manifestants de « provocateurs ». Les députés des deux PC (1) et du PASOK(2) ont préféré quant à eux se montrer « responsables » en quittant le Parlement au moment du vote !



ISRAEL: L'ARRIERE-PLAN DE LA REVOLTE ARABE

par j. rothschild

5/ UNE SOLUTION REVOLUTIONNAIRE

Les lois d'exception et l'arsenal de lois sur la saisie des terres constituent deux des moyens centraux de l'oppression systématique des arabes en Israël. Elle interdit aux Arabes de vivre dans des secteurs entiers de l'Etat : « Tout d'abord, comme dans le cas de toute minorité persécutée, où les non-juifs sont-ils autorisés à vivre au sein de l'Etat juif ? La réponse des terres en est que dans la plupart des lieux ils n'ont purement et simplement pas le droit de vivre. La majorité des terres en Israël appartiennent à l'Etat qui les a soumises au règlement interdisant à un non-juif d'y vivre. Il lui est interdit d'y construire une maison, il lui est interdit d'y louer un appartement, il lui est interdit d'y ouvrir une affaire, bref, il lui est interdit d'y vivre. Cela est d'autant plus cruel que la majorité des terres sur lesquelles ces lois ségrégationnistes sont appliquées appartiennent à ces mêmes Palestiniens qu'on définit officiellement en Israël comme non-juifs et leur ont été arrachées. Ils sont ainsi privés, même en temps que citoyens de « l'Etat juif » du droit de jouir des terres de « leur » Etat. En fait, dans tout Israël il n'y a que six villes (et quelques villages) avec une population arabe et juive mêlée : Haïfa, Jérusalem, Jaffa, Acre, Rameleh et Lod.

Une oppression sociale systématique

Dans les cas où le pouvoir trouve indésirable pour des raisons de relations publiques, d'empêcher formellement des Arabes de jouir des bénéfices de lois édictées pour les Juifs,

il s'arrange pour inventer des mots-codes, des mots qui définissent un Arabe de manière non explicite. Par exemple, l'une des préoccupations les plus pressantes de la classe dirigeante sioniste est le fait que le taux de natalité des Arabes est bien plus élevé que celui des Juifs. Les 133 000 Arabes qui restèrent en Israël en 1948 sont devenus au moins 400 000 en 1975.

L'annexion formelle de la Jérusalem arabe augmenta encore plus la population arabe, et l'annexion graduelle des territoires occupés à la suite de l'agression de 1967 l'augmente encore davantage. L'un des moyens utilisés par la classe dirigeante pour affronter ce problème était de passer une série de lois garantissant des subsides aux familles nombreuses - un stimulant monétaire pour accroître le taux de natalité. Il était considéré comme indésirable de restreindre formellement ces avantages aux arabes car ce serait trop évidemment raciste. Le problème fut résolu de la manière suivante : les subsides aux familles nombreuses furent liés à une loi d'aide « aux anciens combattants ». Un ancien combattant est toute personne ayant servi dans quelque unité des forces armées ou dans quelque organisation para-militaire existant avant 1948. Il se trouve justement que le service militaire est obligatoire pour tous les Juifs en Israël, hommes et femmes, et que 99 % des Arabes (le 1 % restant sont les Druzes) se voient interdire de servir dans l'armée pour « raisons de sécurité ». Ainsi les subsides aux familles touchent 99 % de la population juive et excluent 99 % de la population arabe. Une technique iden-

tique est utilisée sur une large échelle pour refuser l'emploi aux Arabes. Une lecture rapide des offres d'emplois dans un quotidien israélien démontre que presque toutes les offres d'emploi, à l'exception des travaux de manoeuvres (et même souvent dans ce cas) exigent que le demandeur ait accompli ses obligations militaires.

L'oppression s'étend aussi à l'éducation et à la culture. L'enseignement supérieur n'est dispensé qu'en Hébreu, bien que l'Arabe soit reconnu comme l'une des langues officielles en Israël. Sur 40 000 étudiants en Israël, au maximum un millier sont arabes. La situation dans les écoles secondaires est à peine meilleure. Là, l'intention est de nier aux Arabes toute connaissance de leur histoire et de leur culture propres, riche comme elles le sont, et de leur distiller à la place l'admiration pour les réalisations des Juifs.

Au cours des quatre années de l'enseignement secondaire un total de 32 cours sont consacrés à l'histoire et à la civilisation arabes ; 384 cours sont consacrés à l'histoire juive. Aussi longtemps qu'Israël demeure un Etat dont le but est de « rassembler » les « exilés » de la « nation juive » actuellement dispersés dans le monde, il est impossible de redonner leur terre aux Arabes, il est impossible de leur permettre de vivre où ils veulent dans les frontières de l'Etat. Il est impossible de leur garantir les mêmes droits à l'emploi, il n'est même pas possible de réduire le chauvinisme grossier qui caractérise le système d'enseignement, car cela encouragerait tout simplement le développement de

la conscience chez les Arabes israéliens qui appartiennent à la nation arabe et sont une composante logique de la lutte pour la libération nationale et sociale.

Faire des Arabes les égaux des Juifs en Israël reviendrait à priver Israël de son caractère d'Etat juif, c'est-à-dire à le désioniser.

La mobilisation des Arabes d'Israël représente un tournant dans la situation politique israélienne. Elle marque la fin de la passivité politique des arabes. C'est une certitude que la réponse de la classe dirigeante sera l'intensification de la répression : il n'y a pas d'autre alternative possible.

CONTRE L'APARTEID.

Rouen : le collectif anti-apartheid de Rouen organise le mercredi 26 mai un meeting - débat avec montage - diapo à 20h 30 à la cité Universitaire du Panorama à Mont Saint Aignan, au pavillon Corneille. (adresse du Comité à Rouen : BP 1127 76016 Rouen).

BLOIS : le Comité anti-Outspan organise un débat ce 26 mai également à la MJC Bézon ZUP Nord à 21 heures. Il y sera projeté le film « la fin de dialogue ».

L'extrême-gauche grecque, sur qui les organisations ouvrières rejettent la responsabilité des « provocations » a en effet de quoi les inquiéter. Elle fut à l'initiative de la manifestation unitaire du 4 mai qui démontra dans la pratique aux travailleurs les dérobades de leurs directions. En effet, bien qu'interdite, la manifestation du 4 mai a pu suivre l'enterrement du jeune colleur d'affiches, tué par une voiture dans la nuit du 1 mai, en voulant échapper à la police, et cela sans aucun incident. Le 1^{er} mai, les organisations ouvrières, elles, avaient piteusement cédé devant Caramanlis qui interdisait ce jour là toute manifestation sous couvert de ne pas nuire au tourisme (!), et elles s'étaient contentées au dernier moment d'un meeting morne à Athènes.

Le gouvernement, quand à lui, semble avoir pris la mesure du mouvement. Devant l'inefficacité des directions syndicales à contenir la vague dans le secteur publique, il a fait donner la troupe ! Ainsi, les travailleurs des postes, téléphone et électricité ont été réquisitionnés.

Pourtant, malgré les hésitations et les reculs des organisations ouvrière, il semble peu probable que les travailleurs, eux, accepteront docilement de rentrer dans le rang. La loi anti-grève est passée. Peut-être. Mais Caramanlis n'est pas au bout de ses peines. Les combats décisifs sont encore à venir.

T.N

(1) Le PC dit de « l'intérieur » et le PC-pro-moscou appelé « extérieur ».

(2) Le Parti socialiste d'Andréas Papandréou

● Le comité de coordination a décidé mardi soir de prolonger de 24 heures le mouvement de grève qui avait débuté lundi en Grèce



ROUEN

LE VISAGE DES FASCISTES



Hess



Perinel

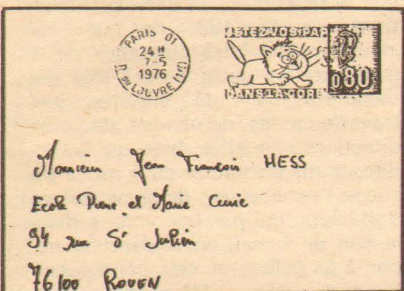
Les fascistes ont toujours tenté de s'implanter dans région de Rouen. Mais depuis quelques mois, ils s'agitent beaucoup, aidés en cela par une partie de la bourgeoisie locale.

Les lycéens et les étudiants sont souvent victimes de leurs agressions. Mais il est rare d'avoir des preuves formelles de leur nostalgie nazie. Des documents ont été trouvés, par des étudiants grévistes, lors du passage à la fac de lettre de Jean-François Hess, membre du Front de la Jeunesse.

Le 1^{er} document est la photo du groupe fasciste, Front de la Jeunesse attaquant le 22 avril, le lycée Flaubert. Le 2^e en partant de la droite est le dénommé Arnaud Peritel. Le 2^e en partant de la gauche est Jean-François Hess.



L'attaque du lycée Flaubert le 22 avril 76. Hess est le 2ème en partant de la gauche. Perinel le 2ème en partant de la droite.



7.5.76

Le 2^e document est la photo du même Peritel paradant à Rouen.

Le 3^e document est l'enveloppe et la lettre adressés à Jean-François Hess, par un nazi parisien. La soirée évoquée est le meeting tenu par le Front de la Jeunesse, le 24 avril à Rouen, grâce à la protection de Lecanuet (voir Rouge 33, 34 et 36). Quant au camp de la Pentecôte, en Allemagne, il est clair qu'il n'a rien d'une « jolie colonie de vacances »... n'est-ce pas « Kamerad » Michael.

Le 4^e document est la photo de

Jean-François Hess sortant de la fac de lettre.

Un autre document fort intéressant a été trouvé dans le cahier de Hess. Il s'agit d'un cahier où, à côté de divagations soigneusement calligraphiées, telles que « Bolch' on vous aura », Hess avait recopié des listes de militants d'extrême-gauche. Chaque nom était accompagné d'une mention telle que « sale con », « insignifiant », « à tuer », « dangereux ».

Que les amis politiques du sieur Hess se rassurent, puisque eux aussi figurent sur son pense-bête avec des mentions peu flatteuses pour certains d'entre eux.

Hess n'est pas un inconnu à Rouen. Il a été de toutes les agressions fascistes depuis deux ans.

— 26 avril 74 : il participe à une attaque contre des vendeurs de journaux d'extrême-gauche au marché du Clos St-Mars, et reçoit une sévère correction.

— 10 décembre 74 : il fait partie du commando qui blesse plusieurs étudiants sur le campus.

— Avril 75 : faute de mieux... il adresse le salut nazi aux élèves en grève de son lycée.

— 13 mars 76 : il agresse des militants d'extrême-gauche rue du Gros-Horloge, en compagnie de Danet Olivier, fils du conseiller général Republicain Indépendant. Deux personnes sont blessées.

— 22 avril 76 : il est reconnu dans l'agression du lycée Flaubert (voir document n°2).

Hess est maintenant à Rouen, le plus connu, le plus voyant, le plus grotesque des nervis fascistes. C'est à des gens comme lui que le pouvoir accorde aujourd'hui sa protection, en autorisant leurs meetings, en les laissant continuer leurs exactions. Pendant ce temps là, le 23^e chambre correctionnelle a distribué plus de 5 ans de prison ferme à 4 camarades anti-fascistes parisiens.

Ce choix ne saurait nous étonner. Il renforce notre conviction dans la lutte contre ce régime autoritaire dont la décomposition avancée exhale des relents nauséabonds.

Correspondant

POUR LES ANTIFASCISTES EMPRISONNES

● Après la condamnation des deux militants anti-fascistes de Levallois, le pouvoir a décidé de ne pas s'arrêter là. Pascal Colomb et Michel Roux ont payé la politique de répression et de provocation du pouvoir. C'est en voulant défendre la faculté de Jussieu attaquée par une bande fasciste que ces deux camarades ont été arrêtés par les flics arrivés comme par hasard après les nazillons.

Nous connaissons le verdict, il est intolérable : 2 ans et 18 mois ferme. A Jussieu, l'heure est à la riposte.

Meeting pour la libération de Gilles Colomb, Michel Roux, Jean-Jacques

Lahyani et de Serge Mazoué : Mercredi 26 mai à 14 h à Jussieu.

● A Levallois, le comité unitaire de soutien pour la libération des deux anti-fascistes appelle l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques, politiques et syndicales et personnalités à constituer un comité national pour la libération de Jean-Jacques Lahyani et Serge Mazoué.

L'envoi des motions et des pétitions doit se faire à l'UL CFDT, 140 rue M. Aufan 92300 Levallois.

Solidarité financière : CCP La Source 33 450 40 D.

Sans doute, cela n'a-t-il pas suffi aux yeux de certains que la librairie Maspéro - pas seulement libraire, mais aussi lieu d'animation politique et de rencontres militantes - soit fermée.

Hier, vers trois heures du matin, un engin incendiaire a été lancé dans les locaux des éditions Maspéro : une partie du stock, un fichier, des machines de valeur, ont été détruits.

Il n'y a pas de signature, mais on peut assez imaginer d'où vient cette lumineuse idée : détruire les livres, saccager les librairies... quelques misérables fascistes croient pouvoir détruire des idées en brûlant les livres ou une provocation mal ficelée.

Qu'importe ! Ce qui compte, c'est notre solidarité militante avec les éditions Maspéro.

l'homme des casernes

APRÈS L'ACCIDENT DU TAILLEFER COMMISSION D'ENQUÊTE CIVILE

Le 7 avril, on s'en souvient, une coulée d'avalanche emporta une partie de la 1^{re} section de la 2^e compagnie du 6^e BCA, faisant 3 morts et 2 blessés graves. Immédiatement le comité de soldats dénonça la responsabilité du commandement et pointait la longue liste des négligences, imprudences, transgressions des règles de sécurité qui l'avaient rendu possible. Ne faisant nulle confiance aux enquêtes officielles, il exigeait la constitution d'une commission d'enquête civile et, dans ce cadre, réclamait le soutien des organisations ouvrières.

Les enquêteurs militaires n'ont, jusqu'à présent, pas fait connaître les résultats de leurs travaux. Ils n'ont pas répondu non plus aux accusations précises lancées par le comité. Tout se passe donc comme si on voulait délibérément étouffer l'affaire.

C'est donc pour rompre ce silence qui s'installe que le père d'une des victimes de l'avalanche de Taillefer, le soldat Bernard Bridet, publie aujourd'hui une lettre ouverte au président de la République. « Trop souvent sinon toujours, dans de tels drames, l'enquête militaire ne conclut pas à la responsabilité de l'armée (...) j'entends que justice soit rendue, et je dis que, en l'absence d'une juridiction indépendante, je serais dès lors placé dans une situation où l'enquête est laissée à la discrétion de l'autorité militaire, juge et partie dans cette affaire ».

Monsieur Bridet ajoute que cette démarche est due pour lui à la mémoire de son fils, adhérent de l'AJS « qui exige la constitution de cette commission d'enquête civile pour que, dans l'avenir, la vie des centaines de milliers de jeunes du contingent soit préservée ».

COMMUNIQUE DU CDA

Giscard d'Estaing vient de déclarer qu'il était prêt à envoyer des troupes au Liban si les autorités de ce pays le désiraient. Visiblement, le premier commis de la bourgeoisie française se croit revenu à la glorieuse époque des canonnières et des expéditions coloniales et veut ainsi prouver la capacité de son armée à assurer le maintien des intérêts impérialistes dans cette région du monde.

Déjà de nombreuses protestations, notamment des palestiniens et de la gauche libanaise, ont flétri - comme ils le méritent - de tels propos. En France, les anti-militaristes ne seront pas en reste : d'ores et déjà ils dénoncent cette scandaleuse proposition du chef de l'Etat visant de fait à justifier une intervention militaire impérialiste et contre-révolutionnaire française au Liban ; ils se solidarisent avec tout refus individuel ou collectif de soldats qui ne voudraient pas participer à un tel acte d'agression, et mèneront dans ce cas une vaste campagne de popularisation et de solidarité.

Pas un soldat, pas une arme, ne doit être embarqué pour le Liban
Paris 24 mai
Le CDA

Lieber Kamerad

J'espère que ta lettre a été bien reçue pour vous et que vous avez envoyé dans le réunion quelques bon-hommies de passage. En ce qui me concerne, je suis bien arrivé à Paris. Pourrais-tu envoyer tes documents à l'adresse indiquée :
 Sam Ménéas
 Oliver FROT
 37, avenue de St Mandé
 75012 PARIS

De mon côté, je vais accepter la publication de ton T-shirt. J'ai mon permis de conduire, ce qui ouvre d'agréables perspectives. J'espère revoir ta visite prochainement.

Contacte aussi le Kamerad Michael pour le camp de Palestine. Ce n'est plus à Sebbelkrode, mais vers Koblenz.

Sur ce, je te salue avec mes plus cordiales amitiés
 Nationalistes Socialistes

HEIL HITLER

Ein Reich
Ein Volk
Ein Führer

Europe Erwacht

SIMONNOT INCULPÉ

Philippe Simonnot, ancien journaliste du Monde, a été inculpé hier après-midi de vol de document administratif. C'est l'aboutissement de l'information contre X ouverte par le parquet sur plainte de Fourcade après la publication d'extraits d'une note émanant d'un haut fonctionnaire relative au projet de fusion ELF-Aquitaine, dans des conditions telles que la fusion aurait signifié la privatisation du secteur pétrolier de l'Etat.

Philippe Simonnot qui à la suite de cette publication avait été licencié du Monde pour n'avoir pas averti ses chefs de la façon dont il s'était procuré les documents, publiait depuis quelques jours dans « Libération » d'autres documents accablants sur les manœuvres des pétroliers.

En déposant plainte, M. Fourcade et le pouvoir ont choisi leur camp, celui des pétroliers. Après la tentative - pas encore réussie - de déplacer un magistrat trop encombrant, alors que l'on parle de blanchir les pétroliers inculpés dans les ententes illicites, voilà que l'on inculpe non

pas celui qui fraude mais celui qui révèle. Complice d'un côté, répressif de l'autre, M. Fourcade ne se donne même plus la peine de cacher ce pour quoi on l'a mis rue de Rivoli : permettre aux capitalistes de faire le maximum de profits.

Cette inculpation pose aussi un autre problème : celui des informations que les journalistes se procurent contre le gré du pouvoir. Le gouvernement s'achemine vers une politique de secret d'Etat et de poursuites contre ceux qui le transgresseraient. Que l'on ne compte pas sur nous pour que nous nous taisions. Des documents nous en avons publiés. Nous en publierons d'autres chaque fois que nous le pourrons, chaque fois que nous y trouverons intérêt, pour informer et dénoncer. Comme Philippe Simonnot, auquel nous nous sentons pleinement solidaires.

Rouge

Un rassemblement aura lieu aujourd'hui à Rennes, à 17 h place de la gare, pour protester contre l'éventuelle expédition de troupes françaises au Liban. Le rassemblement est appelé par la LCR, HR, Drapeau Rouge, le collectif rennais antimilitariste, les comités ouvriers-soldats.

Il est prévu, en effet, qu'en cas d'intervention militaire, les deux régiments de Granville et Vanves seraient parmi les premiers à partir.

A PROPOS DE L'AFFAIRE AGRET

Nous tenons à apporter des rectifications à certains passages de l'article « le dossier noir du commissaire Delarue » paru dans le n° 59 de Rouge.

Il appartient à JF Vilar, qui a traité pour Rouge l'affaire Agret depuis ses débuts, de juger si l'interrogatoire de Dominique Calzi par le commissaire Delarue porte préjudice ou non au système de défense mis au point par Roland Agret. Mais afin d'éviter toute équivoque dans une affaire où certains organes de presse montrent un intérêt évident à mélanger les cartes nous tenons à préciser :

1) Nous considérons que l'ouvrage que Dominique Calzi a écrit, « B...comme Barbouze » est sans doute un des livres les plus explosifs parus depuis 1958.

celui qui contient le plus de révélations sur l'étendue et les agissements des milices, des réseaux et autres services spéciaux du gaullisme.

2) Ces révélations n'ont d'ailleurs pas été du goût de tous les intéressés puisque 27 actions judiciaires, soit 13 demandes de saisie, 9 procès au fond et 5 actions au civil ont été engagées par certaines personnalités « honorables » mises en cause dans ce livre.

3) Jusqu'à présent, aucun jugement définitif n'est venu infirmer une seule des affirmations contenues dans le livre. Toutes les demandes de saisies ont été rejetées.

4) A propos de la libération de Dominique Calzi, il faut rappeler qu'il s'agit d'une suspension de peine de deux mois qui lui a été accordée pour pouvoir préparer ses procès.

En application de la loi, c'est le juge d'application des peines, le juge Bloch, qui a accordé cette suspension. Précision utile : deux députés UDR, Pierre Bas et Robert André Vivien se sont émus de cette mesure auprès du garde des Sceaux.

La direction de Rouge

télé pétain

Le règne de Valéry sera-t-il celui où le maréchal Pétain sera réhabilité ? En tous cas la campagne de « l'association pour la défense de la mémoire du Maréchal Pétain » a fait l'objet du débat des dossiers de l'écran, hier soir, à Antenne 2. L'amiral Auphan, président d'honneur de l'association, Girard, ancien membre du cabinet Pétain à Vichy et Isnori, avocat de Pétain qui n'a toujours pas terminé sa plaidoirie, ont de quoi se réjouir chaque fois que le problème est repoussé et réactualisé.

Personne en face d'eux ne viendra représenter... l'Association pour la défense de la mémoire des fusillés pour l'exemple... Et pourtant, Pétain, le boucher, le fusilleur et l'allié des nazis, est encore défendu, par les rescapés et nostalgiques de la collaboration comme une « haute figure de l'histoire de France ». Un patriote, s'en était un... de la boucherie de Verdun « contre les boches » aux camps de concentration « avec les boches ».

Le film présenté sur la vie de Pétain est assez neutre pour gommer tous les crimes du maréchal : ce qu'il fallait montrer, c'est « pour l'exemple » de Joseph Losey, ou « les hommes contre » de Rosi, ou « les sentiers de la gloire » de Stanley Kubrick, ou « J'accuse » d'Abel Gance. Cette droite qui veut se réhabiliter en même temps que Pétain (Un grand « homme de presse » comme Robert Hersant doit suivre une telle campagne avec des palpitations au cœur) compte le faire en présentant Pétain comme le sauveur de la patrie de 14 et en réduisant sa collaboration de 40-44 à une « tactique » à une « ruse patriotique », à un accord forcé, et à contre cœur pour « éviter encore une fois l'écrasement total de la patrie française »... en masquant tout ce qui touche à la guerre interimpérialiste de 14 faite pour les bourgeois avec le sang des travailleurs...

Pour illustrer la deuxième période de la vie du Maréchal, là encore, les films abondaient, à commencer par « Section spéciale » de Costa Gavras, « le chagrin et la pitié » de Harris et Sédouy, ou « les guichets du Louvre » de Michel Mitrani... Mais Antenne 2 posait le débat sur le terrain des défenseurs de Pétain, pour « le dépassement » des vieilles querelles, pour la « réconciliation nationale »... « toute histoire cessante ».

Ni hier, ni aujourd'hui, ni demain l'histoire ne cessera de condamner de sinistres figures comme Pétain, et ses supporters. L'opération politique engagée autour de la soi-disant réhabilitation de Pétain a une portée actuelle brûlante : le régime de Giscard jugera-t-il utile et nécessaire de se compromettre plus loin sur ce terrain ?

1ère journée du congrès confédéral CFDT

« La classe ouvrière de notre pays a besoin de la CFDT » E. Maire

De nos envoyés spéciaux Robert Pelletier et Joseph Cabrol

C'est dans la ville d'Annecy où il fait bon malgré la pluie et le brouillard qu'a commencé le 37^e congrès de la CFDT.

Plus de 1900 délégués d'une organisation syndicale qui a progressé de plus de 50 % en dix ans. Une délégation internationale particulièrement fournie, dont des représentants de la CGIL et de la CISL italienne, de l'intersyndicale portugaise, de l'UGT et de l'USO espagnoles et de la CUT chilienne ; à ces trois derniers, le congrès fait une immense ovation, salut chaleureux et internationaliste aux syndicalistes victorieux d'une dictature ou en lutte contre elle.

Après l'ouverture du congrès par le secrétaire de l'Union départementale de la Haute-Savoie, et le dépôt d'une motion préjudicielle présentée par 5 syndicats (dont le Livre de la région parisienne et le BETOR) tendant à l'ouverture de la discussion sur le pouvoir des travailleurs, le droit de tendances, le droit syndical à l'armée, que le BN appelle à rejeter (elle sera soumise au vote ultérieurement), c'est la présentation du rapport général par le Secrétaire national Edmond Maire.

Il parle une heure durant et son discours sera interrompu à différentes reprises de longs applaudissements par une assistance particulièrement attentive.

« La crise, le maître mot des années que nous venons de vivre et son alternative, le socialisme autogestionnaire »

Edmond Maire parle : « La crise économique et structurelle se conjugue à la crise idéologique pour déboucher dans certains pays sur la crise politique... La classe dominante s'enferme dans sa peur et attise la violence des rapports sociaux. Il est grand temps d'en sortir et de donner à la crise une issue politique ».

Le secrétaire national continue : « La CFDT entend développer une action de masse sur des revendications accessibles, pour obtenir des résultats, en montrer les limites et développer notre exigence de transformations radicales » (il propose au congrès une grande campagne des jeunes face à l'emploi).

L'union des forces populaires et l'indépendance syndicale

Edmond Maire insiste alors sur l'unité d'action syndicale, l'union des forces populaires et la convergence des forces révolutionnaires, conditions nécessaires à la victoire, mais aussi sur l'autonomie de la CFDT, sur l'indépendance vis-à-vis de tout parti politique aujourd'hui, d'un gouvernement de gauche demain.

Après avoir lancé un appel à l'unité d'action avec la CGT « car nous avons la responsabilité de conduire ensemble les luttes du mouvement ouvrier », Edmond Maire souligne l'importance de l'union des forces populaires qui « n'est pas

l'alignement inconditionnel sur les autres... mais l'union dans l'action des forces populaires... »

Une telle union demande l'existence d'un « syndicat organisé, vivant, démocratique, capable à tout moment d'intervenir où il faut », un syndicat qui ne soit pas « l'agent d'application du programme commun des partis de gauche qu'ils soient autogestionnaires ou non » et Maire ajoute : « être organisé sur la base de tendances politiques qui vont chercher leur orientation, leur programme en dehors des débats des adhérents, ce serait la fin de notre syndicalisme ».

Enfin, il indique que la CFDT ne changera en rien son attitude face aux échéances électorales, rejetant toute attente « passive ou centrée sur la mobilisation politique ». Et plus, répondant sans le dire aux attaques de la CGT « quand cette victoire sera acquise que personne ne compte sur nous pour changer fondamentalement notre comportement syndical... après vingt ans de 5^e République la mobilisation sociale se développera... la responsabilité de la CFDT c'est de conduire et de maîtriser cette mobilisation sociale au service des objectifs de tous ».

Et il conclut : « la classe ouvrière de notre pays a besoin de la CFDT parce qu'elle propose un projet socialiste, qui fondamentalement surmonte les écueils historiques du mouvement ouvrier français... »

Le débat

L'après-midi commence le débat sur le rapport général. Débat coloré, vif parfois ; unique dans doute dans le mouvement ouvrier français pour le moment. Un exemple : une motion déposée tendant à l'exclusion du représentant de l'ambassade US présent dans la salle. La salle applaudit vigoureusement. Le bureau de séance se prononce contre et le défend à la tribune tâche difficile ! La salle gronde. Le président renvoie le vote à l'issue des travaux de la commission des mandats, deux heures plus tard.

Cette motion sera adoptée en fin d'après-midi par 12.860 pour, 9.838 contre et 1044 abstentions ou nuls.

Le ton général des interventions est bien éloigné d'une messe monotone : « Les femmes, les OS, les immigrés, ces catégories porteuses de la critique la plus radicale du capitalisme n'ont pas le poids nécessaire dans la CFDT... Les femmes ont des difficultés à s'organiser dans l'organisation syndicale telle qu'elle est », déclare une représentante de la Fédération des Services. « L'opération des Assises pour le socialisme a apporté le trouble dans les esprits... Le rôle de la Confédération est flou dans les luttes longues » estime la Fédération Hacuitex qui ne donnera pas son quittus à la majorité du Bureau national. Un thème revient en tout cas dans de nombreuses interventions : l'arrivée au pouvoir de la gauche ne sera qu'un commencement, le début d'un processus (Syndicat Chimie Lyon, région de Bretagne, syndicat Hacuitex d'Anonay) même si tous ne portent pas la même appréciation sur ce que pourra être le pouvoir des travailleurs.

Débat intéressant sans aucun doute qui continuera demain.

Procès Simeoni

LA JOURNEE DU PREFET

Hier comparaisait comme témoin, au procès des militants d'Aleria, le préfet Gilly, responsable de l'assaut policier du 22 août dernier. Son témoignage comprenait deux parties : l'une traitait de la situation de la Corse au moment du drame, l'autre des événements même. Au cours de la matinée, le préfet a tenté, souvent de manière maladroite, d'étayer la thèse selon laquelle l'ex-ARC était à l'origine du scandale viticole de la SOVIREC. « Crier au voleur quand on est voleur soi-même, c'est un curieux manège » deuxième assertion de ce grand commis du pouvoir. Aleria n'a été que la

conséquence de Corte où selon lui Edmond Simeoni aurait appelé à l'émule armée. Le leader autonomiste répondit d'une manière ironique : « Nous voilà donc perdus. Les preuves éclatantes de M. Gilly démontrent que je ne suis qu'un intellectuel irresponsable qui préfère allumer les meches plutôt que de discuter ».

La séance de l'après-midi fut plus grave. Edmond Simeoni expose avec chaleur et conviction la situation misérable de l'île. Il opposa cette réalité à la vision idyllique de Gilly. Puis, le « grand témoin » aborda les faits proprement dits. Après cet exposé souvent fastidieux, la défense contre-attaqua : « Mais pourquoi avez-vous fait venir du continent trois escadrons de gendarmes, trois escadrons de CRS et des autos-mitrailleuses ».

Gilly : « J'avais reçu des renseignements comme quoi des armes automatiques avaient été introduites dans la cave dès le début. »

La défense : « Qui les avait vu ? »

Gilly : « Des personnes qui travaillaient dans la cave au moment de l'intrusion du commando et qui l'ont

dit aux gendarmes. »

Et, c'est un préfet gêné qui devait avouer que cet extraordinaire déploiement de forces n'avait été justifié que pas des « on dit ». Puis les avocats des inculpés devaient insister sur le triste privilège qu'avait eu la Corse en ce domaine. « Pourquoi le préfet du Var n'a-t-il pas envoyé des autos-mitrailleuses lorsque quelques mois après Aléria, des rapatriés ont occupé, armés, une ferme du midi ».

Question qui est restée sans réponse. Et pour cause. Entre temps, l'attitude du préfet avait singulièrement changé. De cassante elle était devenue en fin d'après-midi, extrêmement complaisante vis-à-vis des inculpés. Ne vit-on pas Gilly rendre hommage à la personnalité d'Edmond Simeoni ? Cette journée fut indéniablement celle du préfet par la longueur de son témoignage sûrement pas par son côté percutant. Car non seulement il n'a rien appris mais de plus il n'a fait que confirmer la politique criminelle du pouvoir face aux revendications de tout un peuple.

Gabriel Pietri

BREST

Grève à la réparation navale

LES PETROLIERS EN RADE

Les 700 ouvriers des Ateliers français de l'Ouest sont en grève depuis vendredi. Ils occupent les chantiers et empêchent deux pétroliers en réparation d'appareiller ; il s'agit du « British Inventor » britannique et du « Manhattan Prince » de Singapour. Lundi, la grève avait été suspendue dans l'attente de propositions de la direction. Le mouvement a repris hier matin devant l'absence totale de concession de la direction.

Brest : de notre correspondant

Les temps sont durs pour les diverses « vocations » industrielles de la Bretagne. Au même titre que sa vocation électronique, sérieusement compromise par la restructuration en cours dans l'industrie du téléphone, la vocation de Brest à la réparation navale, maintes fois affirmée dans les discours officiels, semble dans une mauvaise passe.

Ces petites entreprises du secteur qui travaillent beaucoup en sous-traitance à l'arsenal souffrent des incertitudes du plan de constructions militaires. Les AFO (Ateliers français de l'Ouest), principale boîte de la réparation navale avec plus de 700 ouvriers, sont en train de payer assez cher la spécialisation choisie il y a quelques années, qui consistait à entretenir exclusivement les pétroliers géants.

Les super-pétroliers en rade

Depuis que la crise a sensiblement réduit l'augmentation de la consommation de pétrole, depuis la réouverture du Canal de Suez qui rend moins indispensables les super-pétroliers, un certain marasme a gagné le secteur. Beaucoup de pétroliers géants sont à l'arrêt dans les rades-abris de Norvège ou d'ailleurs, et les passages dans les cales de réparations de Brest se font plus rares. Et cela d'autant plus que d'autres ports dans le monde se sont sentis au même moment que Brest une vocation analogue : les grandes cales de radoub pour super-pétroliers sont en train de se multiplier au Portugal, à Dakar, en Extrême-Orient, dans des pays qui disposent, dans la concurrence, de l'atout considérable de leurs bas salaires.

Menaces sur l'emploi

Cette situation se traduit à Brest par une crise très sérieuse et des menaces importantes sur l'emploi. On a souvent parlé ces derniers temps du dépôt de bilan aux AFO ; les heures de chômage partiel ont été multipliées. Jusqu'ici par des luttes de harcèlement très actives associant la quasi-totalité du personnel, par des dizaines de manifestations et occupations de lieux publics, les ouvriers des AFO ont réussi à bloquer les projets de la direction : aucun licenciement n'a été effectué, le chômage partiel a été indemnisé de manière à maintenir le salaire à son niveau antérieur. Mais cette situation ne pourra pas s'éterniser.

Vers l'épreuve de force

Le patronat de la réparation navale tient absolument à « alléger ses frais de personnel » pour faire



« Crever l'abcès »

C'est l'enjeu de l'affrontement actuel. Ces derniers jours ont donné lieu à une accélération des événements, à l'initiative des travailleurs qui voudraient « crever l'abcès » avant la période difficile pour les luttes des vacances d'été. Après une série de débrayages quotidiens, des manifs en ville ils ont maintenant choisi l'arme essentielle l'occupation et le blocage des pétroliers actuellement en réparation. Mais la direction n'est pas prête à céder. Lundi, alors que les travailleurs avaient suspendu leur grève en attendant les propositions de la direction, celle-ci n'a pas voulu s'engager sur une quelconque garantie de l'emploi, laissant entendre que l'épreuve de force était proche. Les projets de la direction seront précisés à l'issue d'une table ronde prévue pour le 4 juin où les AFO attendent l'octroi d'une subvention de l'Etat.

Les travailleurs s'attendent à une bataille de longue haleine.

PECHINEY

GREVE GENERALE SUR TOUT LE TRUST

A Pechiney-Noguères, l'assemblée des grévistes s'est prononcée, conformément à la proposition de la CFDT, pour la suspension du mouvement et sa reprise ultérieure avec d'autres formes d'action. L'inter-syndicales CGT-CFDT avait décidé, il y a 15 jours, d'appeler à des grèves de

24 H de tout le trust, pour harceler la direction, pour leurs propres revendications et par solidarité avec les travailleurs de Pechiney de l'Ariège qui étaient alors en grève depuis un mois. Le premier mouvement national du lundi 17 avait été relativement suivi. Depuis, le syndicat CGT a proposé l'arrêt de la grève dans l'Ariège. La seconde journée de grève nationale a été beaucoup moins réussie que la précédente. Jeudi dernier, deux usines ont fait grève à 90 %, mais elles n'étaient pas dans l'action hier. Ceux de l'Ariège n'ont fait qu'une heure d'arrêt par poste. D'autres usines observent la grève de 24 H.

La discussion des grévistes de Noguère a permis aux travailleurs de critiquer la faible efficacité de ces mouvements de 24 H par semaine pour gêner vraiment la direction. D'autres formes d'action ont été proposées : certains travailleurs ont nettement affirmé qu'ils feraient, à l'avenir, des grèves plus efficaces et plus dures. A la fin de leur assemblée générale, une cinquantaine de grévistes de Noguères sont allés rejoindre le meeting devant CDF Chimie, maintenant occupée depuis 10 jours. Dans une semaine ou deux, l'action devrait reprendre sur

CARPENTRAS

5 OUVRIERS DE JAMS-SUD RETENUS PAR LA POLICE

Selon la presse locale, 5 ouvriers ont été retenus par la police ; des perquisitions ont eu lieu à leur domicile. Leur crime : les ouvriers qui ont occupé leur usine pendant de longs mois (d'août 75 à avril 76) auraient constitué un « trésor de guerre » pour s'opposer à la fermeture, puis au rachat de leur usine par l'ancien directeur M. Mur. Face au projet du directeur, le personnel avait mis en avant le projet de faire redémarrer eux-mêmes l'usine et de créer une coopérative ouvrière. Déjà la justice s'était rangé du côté du patron en autorisant le rachat, faisant fi de la proposition des travailleurs. Mais le directeur M. Mur ne s'arrête pas là. Après avoir fait évacuer l'usine par les flics, il

FORBACH

JUGEMENT ATTENDU

Le 7 mai, à Sarreguemines, s'est déroulé le procès de deux militants du PSU de Forbach et de deux responsables nationaux du PSU et de la LCR. Ils sont poursuivis pour diffamation sur plainte du D^r Grosse, patron d'une clinique privée de Forbach. Un passant qui a pris un tract distribué devant la clinique est également inculpé.

C'est pour avoir dénoncé ce que de nombreux témoins viendront confirmer à la barre que ces militants sont inculpés. D'anciens malades se plaindront de la qualité des soins et des conditions de facturation, l'un explique qu'il n'a pas été anesthésié et l'autre qu'on lui a facturé une visite au D^r Grosse, alors que celui-ci se trouvait en Afrique.

Une malade se plaint d'avoir été laissée sans soin, et de la mort de son bébé faute de couveuse. Au procureur qui lui demande pourquoi elle n'a pas porté plainte, elle répond : « Que voulez-vous, je suis trop petite. Que puis-je toute seule contre le D^r Grosse ? ».

Le personnel aussi vient témoigner : « Je n'avais pas de diplôme, pourtant je faisais le travail d'une véritable diplômée... j'étais payée au SMIC... après 2 ans, on m'a licenciée parce que je n'étais pas diplômée ».

L'accusation, elle, ne fait citer aucun témoin, et explique que seul un médecin peut critiquer un autre médecin, mais qu'une infirmière le fasse, ou un mineur, c'est inadmissible...

A cela, M^{re} Leclerc répond que la base même de la démocratie, c'est de permettre à tous de critiquer un médecin, ou un juge...

Le docteur et PDG de la clinique réclame 200 000 F. Le jugement sera rendu le 28 mai.

Correspondante-bassin houiller

d'autres bases. C'est le moment, car la vente de l'aluminium reprend assez fort, et le gouvernement vient de détaxer l'aluminium français...

Correspondant-Pau

● A Montluçon, les ouvriers du garage Idéa Renault, en grève, réparent gratuitement les clients. Le mouvement est parti de deux filles de la mécanographie qui réclament l'alignement de leurs salaires sur ceux de l'atelier. « Ce ne sont pas deux emmerdeuses qui vont empêcher la boîte de tourner... » a répondu le patron avec mépris. Après deux semaines de lutte, l'extension s'est faite aux ateliers qui réclament le 13^e mois, et font des réparations gratuites comme ils l'avaient fait l'an dernier, et comme l'avaient fait plus récemment ceux de Citroën.

Correspondant

● Blanchisserie de Grenelle : une manifestation des travailleuses de la blanchisserie de Grenelle, en grève, a eu lieu lundi sur le boulevard périphérique à Paris, vers 8 H du matin, à la porte St Cloud.

Correspondant

● Dans la liste des signataires de l'appel à la projection du film *Nationalité immigrée*, au 27 avenue de Choisy, il y avait, outre les organisations citées dans *Rouge* hier, Femmes en lutte, le CTA du 13^e en lutte et l'OCA.

poursuit les travailleurs pour détournement de matériel.

Correspondant Avignon.

● Bijou Cartier : la CFDT porte plainte contre la direction pour usage de faux. Le procès aura lieu aujourd'hui, à 13 H, à la 12^e Chambre du Tribunal correctionnel à Paris. Chez Cartier, on n'aime pas les syndicats. « Je ne veux plus travailler avec des cons », a déclaré la jeune patronne un jour de grève. Les délégués syndicaux ont vu leurs horaires réduits jusqu'à 24 H. Il y a eu également des licenciements : quatre en septembre 75, neuf en février 76 ; plus des départs forcés en raison des réductions d'horaires. Affaire à suivre.

Correspondant

en lutte

● La grève SNPA a été arrêtée par 56 %, contre 42 % pour la poursuite du mouvement. Malgré l'efficacité de leur lutte, malgré les ambiguïtés d'un texte patronal baptisé « constat d'intention », la majorité s'est prononcée pour la suspension du mouvement. Pourtant, la plupart des travailleurs avaient conscience du piège patronal. Mais, dix jours après le lock-out qui les avait frappés le 14 mai, aucune riposte d'ensemble n'avait encore eu lieu dans la région.

Le secrétaire de la CGT a expliqué que les autres n'avaient pas rejoint ceux de la SNPA en lutte parce que, sans doute, ils n'avaient pas eu les moyens de le faire... Agitant le risque de l'isolement, il a mis tout le poids de son organisation pour la reprise. Malgré tout, le vote de 42 % des grévistes pour continuer représente un courant plus large que la seule CFDT qui appelait à la poursuite du mouvement. Rien n'est sans doute réglé, mais l'analyse de l'orientation de la CGT et du Parti communiste est au centre des discussions. Au niveau des Unions départementales, la direction de l'UD-CFDT doit justifier, comme l'UD-CGT, son absence de propositions d'action depuis dix jours.

Correspondant-Pau

● Chantiers Dubigeon Normandie (Rouen) : sixième journée d'occupation. Samedi 21, un gala de solidarité a eu lieu dans l'usine. Lundi 23 mai, la direction envoie à chaque travailleur une lettre personnalisant ses propositions, et tente de mystifier les travailleurs. Mardi 24, à 7 H 30, un meeting a eu lieu devant la porte de l'usine, avec de nombreuses délégations de la zone industrielle de Quevilly-Couronne : Shelle, Carnaud, Rhône-Progil, etc. Le meeting s'est dissout sur *L'Internationale*, chantée le poing levé par l'ensemble des participants. L'occupation continue ainsi qu'à Dieppe et Le Havre où des débrayages de solidarité ont eu lieu.

Correspondant

● L'usine Boussois-BSN de Donchery (100 travailleurs, une seule section CFDT) est en grève depuis vendredi, pour l'alignement de leurs salaires sur l'ensemble du trust (ils touchent 300-400 F de moins que les autres), et pour l'intégration du personnel temporaire dans l'entreprise. Ils ont le soutien de l'usine Foseco et de la CGT-CFDT sur le plan local. Lundi, une manifestation a eu lieu devant la préfecture de Charleville, avec une délégation CGT de l'usine BSN de Reims.

Correspondant

● Depuis 15 jours, l'hôpital de St Brieuc est en grève administrative. Deux jours par semaine, le personnel débraye. La semaine dernière, le mouvement a été départemental.

Appelé par la CGT et la CFDT, le mouvement est largement suivi : un piquet de grève est mis en place. Le personnel assure la gratuité des soins et consultations externes. La CFDT est pour la grève illimitée, la CGT freine. Ce sont les personnels agents qui sont les plus représentés.

Les revendications sont : 35 H pour les veilleurs, le renforcement des effectifs, le 13^e mois, les primes égales (chaussures, contagion, etc...).

Correspondant

LA ROCHELLE

5000 METALLOS EN COLERE

- La Rochelle secouée depuis cinq semaines par les grèves de la métallurgie
- A la CIT-Alcatel, la police protège les jaunes, après avoir matraqué les ouvrières grévistes
- Manifestation CGT hier

La Rochelle. Un port avant d'être une ville. A côté de vieilles industries, de nouvelles boîtes, surtout dans la chimie et la métallurgie. Simca Chrysler y a installé une usine de 1 000 ouvriers, à Bérigny. La CFT y règne en maître. Un seul tract sera diffusé le 12 mai par 200 grévistes. C'est une usine « propre », la seule de la métallurgie rochelaise à se tenir à l'écart d'une grève qui, depuis cinq semaines, secoue la région. Près de 5 000 métallos sont concernés par un mouvement d'une durée telle qu'il faut se poser quelques questions sur un conflit, qui d'ores et déjà, a marqué de son empreinte la ville de La Rochelle. La municipalité est d'« union de la gauche » mais sans participation des communistes. C'est dire que les enjeux sont importants, les arrières-pensées nombreuses.

Le 21 avril, une rencontre prévue entre les patrons et les syndicats de la métallurgie était reportée unilatéralement par les patrons. C'était l'explosion de colère. Depuis janvier, les cahiers de revendications étaient déposés, aucune réponse. La plate-forme comprend les 150 francs pour tous plus 2 %, le retour aux quarante heures, la retraite, et le

respect du droit syndical. Sur l'entreprise Alstom, qui regroupe plus de 1 500 travailleurs, les portes sont bloquées par une cinquantaine de travailleurs. La direction du syndicat CGT, syndicat hégémonique dans l'entreprise, « couvre » l'action et appelle à élargir le mouvement. C'est le début du conflit rochelais. Dès le départ, le ton est donné. Une



minorité extrêmement combative, qui rentre dans l'action sur un ras-le-bol général, avec des formes d'action très dures, qui masquent parfois une faible prise en charge du mouvement à la base.

Peu d'assemblées générales, peu de votes sur les modalités d'action, peu de discussions et d'organisation de la grève au niveau des ateliers et des usines. Les syndicats suivent, chevauchent, quitte, comme la CGT à la CIT Alcatel, à dégager ses billes dès que le conflit approche près de l'épreuve de force. Le mouvement va s'étendre à l'ACRP, à la SEMAT, à la STIMA, à la SCAN et à la CIT Alcatel.

Une unité syndicale difficile

Lors du premier mai, il n'y avait pas de cortège commun CGT-CFDT dans les rues de La Rochelle. Reflet de la situation locale, qui voit la CGT refuser d'associer la CFDT à certaines initiatives et, de l'autre côté, la CFDT ne pas se battre suffisamment afin d'imposer l'unité dans la conduite du conflit. Au niveau de la ville, il y a un accord CGT-CFDT et des assemblées générales communes inter-boîtes qui votent sur les grandes décisions. Ces assemblées regroupent plus de 2 000 travailleurs sans grand débat, alors que trop souvent dans les entreprises de telles réunions ne sont pas organisées. D'où une distance entre le centre des décisions et la masse des grévistes, préjudiciable à une réelle conduite démocratique de la grève. Le dernier vote en coordination donna 1 558 voix pour la poursuite de l'action, 438 pour des débrayages plus limités et un peu plus de 200 pour la reprise.

Un patronat de combat

A la Rochelle, les responsables de la métallurgie sont directement touchés par la grève. Les piquets qui se tiennent chaque matin bloquent toute entrée. Personne ne travaille dans les usines qui par ailleurs ne sont pas occupées. La grève fait donc mal. La production est nulle. Le patronat organise donc la riposte. Les participants au piquet de grève sont systématiquement traduits devant le tribunal des référés. Ainsi à l'Alstom, vingt métallos se sont retrouvés devant le tribunal. Profitant de la lassitude d'une partie du personnel, le patronat, main dans la main avec le gouvernement, choisit alors d'imposer l'épreuve de force dans l'entreprise CIT Alcatel.

• 200 élèves-infirmières se sont rassemblées hier devant le siège de l'assistance publique, avenue Victoria à Paris, avant de partir en manifestation par le boulevard Sébastopol. La coordination des élèves a décidé d'étendre la lutte contre l'intervention violente de la police et de préparer un meeting pour le premier mercredi de juin

Correspondant

Samedi 22, paraissait dans la presse locale un appel du préfet : « le travail reprendra lundi à la CIT. » Face à cela, les syndicats n'apportèrent pas une réponse unifiante. La CGT expliquait qu'il s'agissait d'une manoeuvre pour « dégarnir les autres piquets de grève » et qu'il fallait que chacun reste dans sa boîte. La CFDT, elle, appelait à renforcer les piquets, mais la présence des flics interdisait toute approche. Sans perspectives claires, ressentant confusément la division syndicale, et lassées par un conflit très long dont une partie ne voulait pas, un certain nombre d'ouvrières rentreront. Toute l'après-midi du lundi, des grévistes

venus d'autres entreprises viendront soutenir les filles de la CIT.

La CGT seule

Mais tout était déjà joué. La CGT décidait finalement d'appeler seule à un meeting pour mardi, sans organiser de débrayage. La CFDT n'y participait pas. De fait, ce qui pouvait permettre une mobilisation unitaire sur toute la ville, risque fort d'être perçu comme une initiative uniquement CGT, incapable en tant que telle de renverser le rapport de force sur la CIT Alcatel. Autant dire que les journées qui viennent seront décisives.

Sylvain Mathieu

3000 en manifestation, hier

3000 personnes ont assisté hier au meeting départemental de l'UD CGT, organisé à La Rochelle. Placé sous la présidence de Jean Breteau, secrétaire de l'Union des métaux CGT, cette réunion a vu la cgt annoncer le versement d'un million d'anciens francs au fonds de solidarité des grévistes. Jean Breteau devait déclarer : « Une des conditions du succès, c'est le renforcement de la CGT ». Comme les autres conditions n'ont pas été annoncées, de nombreux travailleurs sont restés sur leur faim. Après avoir annoncé que « le conflit prend une dimension nationale », Breteau terminait en affirmant que la CGT « saurait prendre toutes ses responsabilités ».

Une manifestation de rue était proposée. A un travailleur qui

parlait « d'aller faire un tour chez la CIT-Alcatel », on répondit : « Là-bas, il n'y a que les forces de l'ordre, c'est la population qu'il nous faut convaincre, défilons dans les rues de la ville ».

La manifestation où les banderoles des métallos apparaissaient étrangement peu, devait ensuite parcourir La Rochelle durant plus d'une heure. Lors de la dispersion, un discours fut prononcé où l'on affirma qu'il fallait « savoir adopter les solutions qui s'imposent ». Une phrase qui aurait mérité d'être explicitée.

Une manifestation qui s'imposait, mais il faut regretter qu'à nouveau la division syndicale entre la CGT et la CFDT n'ait pas permis un plus grand succès.

TRIBUNE des luttes

Communiqué

SYNDICAT CGT IDEAL STANDARD

DAMMARIE-LES-LYS (SEINE ET MARNE)

Une délégation des travailleurs d'Ideal-Standard s'est rendue à la préfecture de Seine-et-Marne le lundi 24 mai 1976 à 15 heures pour exposer de nouveau au préfet du département la situation découlant de l'intransigence des pouvoirs, publics et la lenteur à régler le conflit.

Une motion lui a été remise :

« A Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne

Dans le cadre d'une journée de coordination entre les travailleurs d'Aulnay-sous-bois et de Dammarie, qui luttent en occupant leur usine depuis octobre 1975, nous émettons le souhait d'avoir une entrevue avec vous-même, pour revoir encore une fois le problème d'Ideal-Standard, notamment sur :

» 1) La demande d'une table ronde réunissant toutes les parties intéressées dans les plus brefs délais ;

» 2) La mise en place de cours de pré-formation dans les usines occupées ;

» 3) L'assignation des 23 travailleurs d'Aulnay-sous-bois en Tribunal des référés n'étant qu'une première étape pour régler ce conflit à Aulnay et à Dammarie par les forces de police ;

» 4) L'expulsion proche des travailleurs immigrés des foyers Ideal-Standard ;

» 5) Les pressions dont sont sujets certains travailleurs et étrangers, à Aulnay et à Dammarie.

» En attente d'une réponse rapide à notre demande, recevez, monsieur le Préfet, l'expression de nos respectueuses salutations.

Syndicat CGT Ideal-Standard Dammarie »

Cette délégation, après une demande en bonne et due forme n'a pas été reçue par le préfet. Malgré cela, la motion a été remise à un secrétaire. Les travailleurs en lutte depuis huit mois sauront juger de l'intérêt porté à leur cause par le préfet du département de Seine-et-Marne.

Section CGT Ideal.

« IL N'Y A RIEN A NEGOCIER »

Mardi matin, devant l'usine CIT Alcatel, les forces de l'ordre sont toujours là. Plus de vingt cars. Certains flics sont en tenue de combat. Des CRS patrouillent à l'intérieur de la boîte. Devant l'usine, deux légers barrages dissuasifs. Les traces des bagarres d'hier sont visibles partout, dans les champs qui bordent cette usine moderne située en pleine zone industrielle, près de la mer, à deux pas de l'usine SCAN, où flotte un drapeau rouge. Des douilles, des éclats de grenades, une voiture d'un cadre incendiée lundi après-midi, complètement noircie.

En car ou à pied

Il est 7 heures. Personne n'a lancé d'appel pour venir soutenir les grévistes. De nombreux militants syndicaux sont là, des grévistes aussi. Les filles non grévistes arrivent en car ou à pied. Protégées par les gardes mobiles, elles pénètrent en vitesse dans l'usine. On les voit à travers les vitres passer dans certaines salles. « Tu ne pourras pas rentrer ma fille, j'ai gardé la clé sur moi », annonce une gréviste qui voit sa collègue tenter de pénétrer dans un bureau. On discute des affrontements de la veille. « Taper à dix contre un, là, ils sont forts », rumine un ouvrier des ACRP, venu là pour voir la situation.

Des visages tendus

Il semble qu'un plus grand nombre de filles soit rentré. Les visages

sont tendus. Des travailleurs commentent la grève. De vieux réflexes masculins ressurgissent : « Les bonnes femmes, on ne peut pas compter dessus ». D'autres sont plus hargneux : « Les non-grévistes, il faut les tondre, deux claques et c'est fini ! ». Certains parlent de les « attendre à la sortie ». Face à la division profonde entre grévistes et non-grévistes, face aux manœuvres du patron, ce n'est sûrement pas avec ce type d'arguments qu'on convaincra les ouvrières trompées par la propagande patronale, ouvrières qui ont déjà perdu un mois de salaire par ce qu'elles estiment être « la faute des grévistes ».

La déception

A huit heures et demie, un bruit court : le travail n'aurait pas repris dans les ateliers. On guette un signe. Une déléguée CFDT signale qu'à l'intérieur, ils pensent que, maintenant que le travail a pu recommencer, alors le patron doit négocier avec les syndicats. Le patron, qui avait mis comme préalable « le respect de la liberté du travail », laquelle est dorénavant assurée par forces de l'ordre interposées, doit accepter, sous la pression d'un débrayage quasi-spontané, de recevoir les délégués.

Mais son intransigence demeure totale : « il n'y a rien à négocier ». Dehors, c'est la déception. Des sourires se crispent sur les visages. Face à ce patronat, la lutte sera très dure. Le soutien des autres boîtes, où la lutte est mieux ancrée, c'est leur seule chance.

• Une semaine d'unité d'action contre le chômage est organisée à Paris (du 24 mai au 2 juin) par l'Union locale des 1-2-3-4ème arrondissements et le comité de chômeurs CFDT, soutenu par 13 organisations de quartier et les sections syndicales d'entreprise. Sont prévues des réunions d'information sur les entreprises et les écoles, une action contre le travail intérimaire, une délégation à l'ANPE et à l'Assedic sur les problèmes d'inscription, des actions de popularisation des moyens de lutte contre les expulsions, une action dans le métro pour les transports gratuits.

Le mercredi 2 juin, de 18 à 23 h, auront lieu 6 h contre le chômage, à l'annexe de la Bourse du travail, 85 rue Charlot.

QUE FAIRE DU SPORT ?

Dans Rouge N° 52, une sympathisante « ultra-gauche » (c'est elle qui le disait !) expliquait avec colère comment la fièvre verte avait atteint les milieux militants à l'occasion de la finale de

coupe d'Europe de football... Une réunion de comité rouge avait été déplacée. Nous avons reçu quelques jours plus tard une réponse d'un des « sportifs rouges » incriminés. La voici.

Réponse à une sympathisante « ultra-gauche »

Etant un des « mâles » qui ont fait pression pour avancer la réunion afin de voir le match St Etienne-Bayern, je tiens à m'expliquer.

Je crois qu'à l'image de vos rédacteurs, sur ce problème, elle reflète les complexes idéologiques qui peuvent exister à l'extrême-gauche.

On ne nie pas, on est convaincu de la fonction politique de cet événement de son aspect chauvin et profondément démobilisateur. Soit.

Mais, quelles que soient nos critiques quant à la fonction du sport, eh bien, nous éprouvons du plaisir à regarder cette démonstration qui d'un point de vue qualité représente un bon niveau contrairement à ce que vous avez écrit.

Par ailleurs, ce n'est pas cette opposition systématique qui permettra à la masse des travailleurs de comprendre le phénomène politique St Etienne. Pendant la journée du match, j'étais dans une entreprise avec l'équipe qui fait 14 h-23 h, sa seule revendication, c'était d'avoir le droit d'emporter une TV portative !

Alors, une fois de plus, vous révélez l'aspect avant-gardiste de vos critiques non liées à la réalité des préoccupations. Lénine disait qu'il fallait partir de leurs préoccupations.

S.G. ex-militant de la LCR

POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE L'INSTITUTION SPORTIVE

La rubrique « sportive » de Rouge est-elle « avant-gardiste » ? Nous acceptons le terme, mais nous ne le considérons pas comme péjoratif. Nous pensons être « avant-gardistes » sur cette question non pas au sens où nous méprisons ou négligeons le sentiment moyen des masses, mais où nous allons volontairement à contre-courant de la perception spontanée du sport qu'elles en ont, classé ouvrière incluse, majorité de l'avant-garde ouvrière incluse : pourquoi le dissimuler ?

Mépris ?

Nous ne méprisons ni ne négligeons le sentiment dominant quant au sport. La preuve, toute simple, c'est que nous consacrons une place assez large aux « événements sportifs ». Ce que font peu les journaux révolutionnaires. Nous essayons de défendre et d'illustrer des positions de classe sur ce terrain, mais pas dans une optique de grands seigneurs revenus de toutes les aliénations. Nous ne pensons pas que tous les sportifs et tous les supporters sont des crétins indécorables. Mais nous allons à contre-courant, parce que nous considérons que l'aliénation sportive est à l'heure actuelle une des moins critiquées, des plus intactes dans la société capitaliste. Aller à contre-courant et partir des préoccupations des masses n'est pas, en l'occurrence, contradictoire. Nous parlons du sport, nous le critiquons d'un point de vue de classe global parce que l'aliénation

sportive est l'une de celles qui plongent le plus innocemment du monde leurs racines dans les masses. Et nous allons à contre-courant pour la même raison précisément. Le discours que tient Rouge habituellement sur les femmes, leur conditions, leurs luttes, leur mouvement, est « avant-gardiste » à peu près au même sens : il heurte de plein fouet l'idéologie spontanée des masses...

Le reproche principal que nous ferons à notre correspondant c'est de refuser a priori un point de vue global sur le sport. Pour lui, il y a d'un côté l'aspect opération politique autour de grandes manifestations comme la finale de coupe d'Europe de foot, de l'autre la « qualité de jeu », et un autre enfin le fait que les masses s'enthousiasment pour ce genre de spectacle. Mais le point de vue se rapproche quelque peu de celui de réformistes qui oublie l'essentiel : que le sport est une institution dont la généalogie recouvre celle de l'impérialisme et dont l'organisation, le fonctionnement, renvoie, de part en part, à l'appareil d'Etat. Un rouage du système, donc avant tout. Ce qui explique, entre autres que sport et drapeau aillent toujours ensemble.

Pif en vert

Pour nous, donc, la critique du sport doit aller la racine et non s'arrêter aux « excès ». Le PCF s'est fait le champion du point de vue vers lequel glisse notre correspondant. D'un



côté il proteste contre le déferlement du chauvinisme organisé autour du match St Etienne-Bayern, de l'autre Pif le chien nous propose deux semaines de suite des posters et autocollants à la gloire des verts (le sympathique Pif y apparaît en médaillon vêtu de vert et barré de tricolore !). Le chroniqueur sportif de l'Humanité Roland Passevant consacre un livre passionnant à dénoncer les magouilles du « boxing business », mais c'est pour tresser des couronnes à une boxe qu'il rêve propre, loyale et démocratique !

Nous ne prêtons pas à notre correspondant les illusions de Passevant. Mais au fond, sa démarche est-elle si différente ? L'argument « naïf » selon lequel l'intérêt du spectacle sportif renvoie à la « qualité » du jeu et au plaisir éprouvé par le spectateur est contestable. Notre correspondant tiendrait-il le même genre de raisonnement pour un match de boxe ?

Selon les critères spontanés qu'il emploie, il y a ses spectacles sportifs de « qualité » et des médiocres, de haut « niveau » et de bas « niveau ». Oui mais, en l'occurrence, la barbarie fondamentale du spectacle de gladiateurs sans armes (la boxe) se présente de façon trop évidente pour que tout partisan de l'homme nouveau qui se respecte accepte de reprendre de façon non critiquée les critères de Bretonnel et de Passevant... Oui mais, dira notre correspondant, le football n'est pas la boxe... C'est bien là que réside notre désaccord. Pour nous, il y a une unité fondamentale de la pratique et du spectacle sportifs : compétition, rendement, violence, culte des élites, de l'effort, valorisation de la souffrance en sont les maîtres-mots. Une idéologie qui d'ailleurs pointe plus que le bout de l'oreille dans le vocabulaire qu'emploie spontanément notre correspondant : « qualité », « niveau », ce qui renvoie directement à l'association : beau spectacle = sport de haut niveau, de haute compétition = pratique sportive des élites. Notre correspondant ne voit que le « produit fini » : le « beau » spectacle. Il oublie l'envers du décor : la sélection impitoyable de cette élite sportive, sa robotisation par le surentraînement et la répétition interminable des mêmes gestes (comme le travailleur d'usine...), sa corruption par l'argent et les médias, la mutilation fondamentale de cette élite, gros biceps et tête d'oiseau... Il oublie la figure de l'aliénation sportive qui symbolise l'image de 22 masses de muscle multipliant les « prouesses » physiques sous le regard de millions de gens assis dans leurs fauteuils ou leurs gradins et dont 90 % sont incapables de courir cent mètres ou de frapper dans un ballon... division radicale du « jeu » entre actifs et passifs qui dans la sphère de la reproduction de la force de travail, fait miroir à la division du travail.

Notre correspondant ne voit que le « produit fini » : le « beau » spectacle. Il oublie l'envers du décor : la sélection impitoyable de cette élite sportive, sa robotisation par le surentraînement et la répétition interminable des mêmes gestes (comme le travailleur d'usine...), sa corruption par l'argent et les médias, la mutilation fondamentale de cette élite, gros biceps et tête d'oiseau... Il oublie la figure de l'aliénation sportive qui symbolise l'image de 22 masses de muscle multipliant les « prouesses » physiques sous le regard de millions de gens assis dans leurs fauteuils ou leurs gradins et dont 90 % sont incapables de courir cent mètres ou de frapper dans un ballon... division radicale du « jeu » entre actifs et passifs qui dans la sphère de la reproduction de la force de travail, fait miroir à la division du travail.

Les rédacteurs « sportifs » de Rouge.

versant de la pratique ou sur celui du spectacle, « satisfait » à sa manière, dans les conditions présentes ce besoin. Cela est profondément vrai. Et c'est pour cela que nous pensons que notre critique du sport, notre position antislavophile ne peut être exclusivement négative. Nous sommes contre le sport parce que celui-ci écrase, mutilé, détruit le jeu. Nous sommes pour le jeu, dimension fondamentale de l'activité humaine, et notamment pour une pratique ludique des corps (ludique : qui concerne le jeu). Nous pensons qu'y compris dans la société de classe, certaines pratiques ludiques peuvent être mises en avant qui s'inscrivent radicalement en faux contre la pratique et l'idéologie sportives (voir à ce sujet quelques expériences de ce type-tentées par des profs d'éducation physique retracées dans le N°14 du Chrono enrayé, supplément à L'Ecole émancipée). Il ne s'agit pas là évidemment de pratiques qui, par une sorte de compétition pacifique, pourraient s'imposer au détriment du sport dans le système actuel mais de pratiques polémiques tournées vers la dénonciation de l'idéologie et de la pratique sportives... Mais l'essentiel reste pour nous que la reconquête par les travailleurs de leur corps, d'un corps capable de jouer et danser, passe par la destruction du sport comme institution : un objectif de la société de transition...

Pour finir : la « preuve » de la « qualité » du spectacle par le « plaisir » éprouvé par le spectateur est un argument dangereux : après les grandes parades fascistes des années 30, après Rollerball, on ne devrait plus pouvoir écrire des choses pareilles. L'identification du spectateur d'un match de foot ou d'un combat de boxe au spectacle est des plus troubles et des plus pauvres qui soient : elle renvoie pratiquement sans médiation et dans le ghetto d'une intégration institutionnelle sans faille (le stade !) l'image de sa misère, de son aliénation ; la fête du pauvre, du travailleur exactement comme peut la rêver la classe dominante et l'Etat bourgeois... Bref déchainement de passions dérisoires et retour au HLM, au boulot...

Les rédacteurs « sportifs » de Rouge.

• La conférence de presse des éducateurs des Buissonnets a lieu ce matin à 11 h à l'AGECA, 177 rue de Charonne à Paris 11^e (et non à la maison verte). Gentis, Carpentier, Guattari, le DR Salem, Nelly Caballero et des éducateurs seront présents. Tous les éducateurs et travailleurs sociaux en lutte y sont invités.

**Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque**

ON VEUT POUVOIR DORMIR

TOULOUSE

C'EST LA FETE AU MIRAIL

Samedi matin : soleil magnifique, c'est bien parti pour la fête du quartier. Les stands des associations s'installent : le groupe femmes distribue une brochure sur les problèmes des femmes du quartier, les associations de locataires avec de grands panneaux sur les saisies et les expulsions, la fédération Cornec qui fait signer une pétition sur le manque de remplacements des instituteurs et le manque de classes, les étudiants en grève du Mirail, enfin ceux de toutes les organisations politiques qui soutiennent l'initiative :

- Le PCF avec sa guérite (drapeau tricolore et drapeau rouge) place des bons pour sa fête départementale.

- Le PS avec sa grande banderole : « Oui au programme commun ».

- La LCR avec de grands panneaux colorés sur les problèmes spécifiques au quartier : l'urbanisme (Qu'il fait bon vivre au Mirail), « le démantèlement de la CIL, le quotidien, les ilotiers et leur rôle répressif ».

Des centaines de gosses sont passés sur l'aire de jeu (pelouse interdite) où les étudiants d'architecture et le groupe femmes proposaient des activités multiples :

ballons, cabanes... Un concours de patins à roulettes, un cross, une buvette, un stand vidéo... C'étaient les principales attractions. Des débats ont eu lieu sur les problèmes d'emploi, la viticulture du Languedoc (le Cav de Limoux est venu vendre un excellent Corbières !), les problèmes des enfants de l'école dans le quartier...

Cependant, le manque de préparation d'attractions pour adultes n'a pas permis une réelle participation de la grande masse des 10 000 habitants du quartier... Nous en tiendrons compte dans l'avenir.

Sur le plan politique, c'est un succès réel : les gens actifs dans les syndicats et associations de quartier ont pour la première fois travaillé ensemble dans l'unité. Des perspectives d'action sont entrevues entre groupe femmes, UFF et fédération Cornec sur la question de l'école...

Mais aussi, pour la première fois, le PCF a du accepter la présence de la Ligue sous la pression des autres organisations... après avoir tout fait pour écarter la Ligue et le groupe femmes, il a été obligé (des contradictions de l'électoratisme...) d'être présent...

Correspondante

CANNES AUX OEUFS D'OR

LA BANLIEUE DU FESTIVAL

A côté des dollars au soleil

Cannes c'est quinze jours de délire pelliculaire, plus de cinq cents films, une manifestation amplifiée par la présence massive de stars. Une débauche de fric qui dégouline en strass et limousines. Cannes devient l'événement monté en épingle par la radio et la télé à coup d'émissions en direct avec chanteurs et vedettes sur le sable chaud.

Mais Cannes c'est avant tout un marché où des distributeurs viennent choisir les films qu'ils jugent les plus rentables. Une vaste opération promotionnelle se pare du « prestige de l'art » par la présence-caution de quelques grands noms (Jancso, Bertolucci, Loser, Bergman, Hitchcock), par la multiplication des prix recevront tous une récompense quelconque.

Le Festival International du Film fête cette année son trentième anniversaire. Jusqu'en 1968 il avait ronronné calmement, assurant sa fonction de lieu de rencontre privilégié entre professionnels, concentration unique de produits proposés à la vente. Mais, en 68 il est tout de même difficile de tenir une telle manifestation dans un pays paralysé et soumis aux retombées idéologiques d'une crise politique de cette ampleur. Truffaut, Godard et d'autres occupent le Palais des Festivals, interdisant sa tenue normale. Il est annulé au grand scandale de la critique et de la profession bien pensantes, accusant ces irresponsables de vouloir « tuer une manifestation artistique unique au monde ». La même année la SRF (Société des Réalisateurs de Films) crée sa propre sélection parallèlement à l'officielle, la *Quinzaine des Réalisateurs* dans l'optique de montrer des films différents, en rupture par rapport à l'esthétique dominante. Mais rapidement, cette sélection consacrée à la prospection d'un cinéma autre va s'insérer dans le projet global du festival, la promotion et la vente du produit film : « son rôle est d'abord de découvrir, mais aussi d'aider le vilain canard, le film mal vu, mal vendu, mal acheté, celui dont la publicité est à peu près le budget téléphonique de tel autre, le film qui dérange ». (extrait de la plaquette de présentation de la *Quinzaine*). En 1973 la même SRF crée une autre sélection, *Perspectives du Cinéma Français* qui a pour objectif de « promouvoir une certaine image du cinéma français », ce qui veut dire en clair : « aider la vente à l'étranger de certains films qui risqueraient de passer inaperçus dans le grand marché cannois » (extrait de la présentation de *Perspectives*).

La contradiction insurmontable.

Dans ces citations s'exprime clairement la contradiction quasi insurmontable dans laquelle se débattent ceux qui tentent de faire du cinéma un peu en dehors des circuits. C'est qu'en effet un film n'existe pas en dehors du marché. Pour que les spectateurs puissent le voir il faut qu'un distributeur l'achète, qu'une publicité soit faite etc. Ce qui fait que ces différentes sélections (quinzaine, perspectives, semaine de la critique, air du temps...) conçues pour être au service d'un certain cinéma, et qui ont eu un réel rôle de révélateur (Daniel Schmidt, Martin Scorsese, Herzog)

ne constituent souvent qu'un tremplin vers ce qui constitue la reconnaissance de leur valeur marchande, la sélection officielle. La multiplication de ces différentes filières répond donc à deux impératifs. La différenciation de plus en plus grande du cinéma rend nécessaire différents cadres d'approche des films, ce qui ne se posait pas il y a encore une quinzaine d'années, où, entre le cinéma hollywoodien, le cinéma français, l'italien, et quelques produits divers (Bergman, quelques japonais) on savait à quoi s'attendre. Le problème depuis quelques années est d'intégrer au marché des films différents, en rupture par rapport à l'esthétique traditionnelle. Les sélections de plus en plus nombreuses reflètent cette espèce de fuite en avant, elles répondent à la nécessité de diversifier et donc d'augmenter le nombre de films sur le marché. Novatrices et même parfois dérangeantes sur le plan esthétique, ces sélections s'intègrent très bien au projet économique d'un tel festival. Il y a ici une contradiction difficile à vivre pour des réalisateurs qui idéologiquement sont dans un rapport très critique vis-à-vis du marché. C'est qu'en effet s'ils veulent que leurs films soient vus, ils doivent accepter à un moment ou à un autre les règles du jeu, courir après la critique, courir après le distributeur...

On ne peut donc pas ignorer ce genre de festival-marché car ce serait fermer les yeux sur ce qui en dernière analyse régit le cinéma, c'est-à-dire, les rapports de production capitalistes, les lois du marché.

La critique et nous

Avant de préciser pourquoi en tant que quotidien révolutionnaire nous avons cru devoir être présents à Cannes, examinons le rôle global de la critique ici.

En faisant des comptes rendus quotidiens sur des films qui pour certains, ne sortiront pas avant plusieurs mois, la critique apparaît comme l'opération finale de présentation, de polissage, le vernis, le joli ruban, la caution d'intelligence d'un produit soumis à rude concurrence. Les mass-media (journaux, radio, télé) jouent directement un rôle de marketing, en contribuant à dégager de la masse et à mettre en lumière un certain nombre de films susceptibles de « bien marcher ».

Comment donc se situer par rapport à cela ? Il n'était pas question pour nous d'apporter notre petite pierre à cette vaste opération promotionnelle. La commission



La pub de « Next Stop Greenwich Village » détournée

cinéma avait décidé de ne pas faire de compte-rendus journaliers, pensant qu'il est beaucoup plus intéressant de donner des informations sur un film au moment de sa sortie. Des facteurs d'intérêt immédiat, d'oubli jouant dans la lecture d'un quotidien, nous avons préféré garder un certain nombre de choses sous le coude. On ne trouvera pas ici un compte-rendu détaillé du festival, mais quelques notes pour signaler certains films sur lesquels nous reviendrons. Nous avons jugé plus intéressant, plutôt que de faire chorus sur « le dernier untel », de nous faire l'écho de ceux qui localement tentaient une approche autre du cinéma.

Du côté des autres ou les choses intéressantes sont toujours en banlieue.

Nous avons vu que depuis 68 des manifestations se voulant à l'origine « en dehors » ont été englobées dans le cadre officiel, et ont contribué à l'élargissement du marché. Cette année encore, une tentative de cinéma parallèle a été réalisée par le Festival « off » (en dehors). A l'initiative de deux cannois qui menaient déjà sur Cannes une politique de soutien au jeune théâtre en tentant de leur offrir des lieux de passages, ils ont accueilli dans une salle de patronage tous les

refusés des différentes sélections cannoises. Ils permettent ainsi à de jeunes réalisateurs d'être au moins confrontés à un minimum de public. Cela a, par exemple, apporté un soutien efficace au film de Poljinski, *La ville est à nous*. Cependant ils af-

frontent une contradiction presque insurmontable. D'un côté le caractère non commercial de cette structure (pas de pub., une salle perdue dans le haut de Cannes), et de l'autre la nécessité pour ces réalisateurs de vendre leur films pour

ON EN REPARLERA BIENTOT

●Duelle Rivette

Après Céline et Julie vont en bateau, un nouveau voyage sur le fil de la réalité. Apparences, reflets, magie. A la prochaine lune les miroirs se briseront, ou, quand le soleil a rendez-vous avec la lune...

●Taxi Driver : Scorsese

Descente hypperréaliste dans Nex York nocturne. Violence et régénérations fascinant-fascinant.

●Son nom de Venise dans

Calcutta désert : Duras Dans les décors dévastés et sur la bande son d'india song ; un film informé par la mémoire du spectateur. Passent les hommes, restent les lieux.

●L'amour blessé : J-P Lefèvre

Une ouvrière canadienne affrontée à la solitude et à la misère sexuelle se confie à la Ménie Grégoire de service. Comment crever à petit feu en s'en rendant compte.

●L'affiche rouge : Cassenti

Comment traiter l'histoire du groupe Manouchian, comment filmer la résistance ? Un cinéma de distanciation qui établit une dialectique entre le film qui se fait, le film et le théâtre.

●La bataille du Chili (II) :

Patricio Guzman Le Chili de juin 73 à septembre 73. Un montage chronologique qui offre des documents inédits sur les cordons industriels et leurs rapports avec la CUT.

●Vices privés, vertus publiques : Jancso

Délire esthétisant sur le thème : sexualité et pouvoir. La révolte contre le père.

●Comment ça va : J.L. Godard

Comment ça va ? Ça va ! C'est le comment qui est important. Un film entre l'actif et le passif, entre l'acteur et le spectateur.

●Ici et ailleurs : J.L. Godard

Qui filme et de quel droit ? Amman 70. Paris 75, les combattants filmés dans les camps palestiniens sont morts ; comment les mettre en scène.

pouvoir continuer à en faire. A terme soit ils obtiennent un minimum de reconnaissance officielle et par là l'« off » devient une tentacule de plus du festival, soit ils restent dans le ghetto de la marginalité, marginalité dont la plupart veulent sortir.

Et les indigènes ?...

A part les gros notables de la région qui bourrent le Palais, les moins gros invités le lendemain dans une plus petite salle et les mordus de la pellicule qui doivent se

battre pour rentrer avec le « tout cinéma » de la quinzaine, les autres n'ont plus qu'à taper la belote ou s'adonner aux joies de la lecture en attendant que les extra terrestres du festival se soient mis en orbite ailleurs.

En réponse à cette situation, la MJC tente de faire un travail de popularisation de cinéma en répercutant la Quinzaine sur sa salle d'art et d'essai. Il y a deux ans s'était déroulé là un festival du film interdit avec notamment *Histoire D'A*. Cette année, le collectif *Musidora* y

présente un important programme. Dans un tract distribué à Cannes les réalisatrices expliquent le sens de leur intervention :

« A Cannes se montrent, se spéculent, se marchandent des corps et des images. Ailleurs nous les femmes nous filmions
— nous écrivons
— nous éditons
— nous nous organisons
— nous luttons.

Ni à Cannes, ni ailleurs les pouvoirs ne nous interdrons d'occuper notre place. Absentes des commissions de sélections, absentes de presque toutes les instances de pouvoir et de décision, nous sommes à Cannes pour rencontrer d'autres femmes, faire connaître nos films - des films de femmes tant connues qu'inconnues, exclues qu'élues - et nos luttes toujours plus massives.

La multiplicité des films et l'attraction qu'ils représentent permettent une rencontre des différents groupes femmes de la région. Celui de Cannes fera prochainement un article sur l'ensemble des projections et la nature des débats qu'elles ont suscités.

La MJC permet à un autre exilé du cinéma d'être présent : le cinéma pour enfant. Source de faibles profits, ne bénéficiant d'aucunes structures d'exploitation privée ou publique (à l'exception des fédérations de ciné clubs), il est resté inconnu des enfants eux-mêmes et n'a jamais été perçu comme le terrain d'une lutte idéologique importante. La bourgeoisie, elle, l'a bien compris et tente de tirer un trait d'égalité entre cinéma pour enfants et Walt Disney. Lorsque Comencini a sorti son *pinocchio* qui, en renversant l'image traditionnelle du conte, révélait le caractère castrateur de la bonne fée et non rôle d'intégrateur à la vie familiale, les distributeurs en ont saboté la diffusion et aussitôt ressorti celui de Disney. Le cinéma pour enfants n'est pas au dessus des classes. Multiplier les lieux de projections et de débats pour ce genre cinématographique est important dans une perspective de lutte sur l'éducation.

Dans la série louanges et coups de chapeau n'oublions pas le petit dernier : la projection de *La cigogne en rogne* à la MJC malgré la présence des flics dans la salle. Ce n'est qu'un petit film en 8mm, mais faire reculer la bourgeoisie lorsqu'elle viole ses propres lois (pas besoin de visa pour ce format), c'est botter le cul à la répression. Ça fait du bien de temps en temps. Quand tous les coups de pied du monde pourront se donner la main, le socialisme ne sera pas loin.

TRIBUNE libre

FESTIVAL POPULAIRE DU FILM POLITIQUE DU PSU

On est en droit de se demander pourquoi le PSU s'intéresse pour la 3^e fois consécutive au festival du film de Cannes et s'il ne se fourvoie pas en s'attaquant au problème du cinéma, alors que tant de problèmes (chomage, pouvoir d'achat, répression, université, etc.) préoccupent à juste titre les organisations politiques et syndicales.

Une simple réflexion montre le bien-fondé de cette préoccupation, actuellement le 7^e art se borne à être, soit : le véhicule de l'idéologie dominante, soit : un moyen de réaliser des profits scandaleux et presque toujours une source d'abêtissement du spectateur (voir psychose des grandes catastrophes et de la peur...)

Il pourrait être tout autre chose, par exemple : l'expression des préoccupations réelles des travailleurs, un moyen pour eux de mettre en évidence leur créativité, une possibilité pour le spectateur prolétaire d'avoir une activité et non une passivité devant une œuvre artistique — un point de départ de Débats constructifs à partir d'une réflexion individuelle et collective.

En d'autres termes, le cinéma pourrait être une « source de culture », le véhicule de l'idéologie révolutionnaire et non comme il l'est actuellement le moyen de propagande de la morale bourgeoise et l'aliénation fasciste...

Ces trop brèves considérations suffisent à faire comprendre pourquoi ce double problème du cinéma d'une part, du festival du film d'autre part, préoccupe le Parti révolutionnaire et autogestionnaire qu'est le PSU.

Depuis 3 ans le PSU tient la gageure de présenter à Cannes pendant la durée du festival de la Croisette, un contre-festival, qui permet de voir des films inédits, interdits ou refusés par le circuit commercial, ouvrant ainsi une brèche dans la nature et la fonction que la classe dominante impose au cinéma.

Il cherche ainsi à faire en sorte, que le spectateur, se sente autre chose qu'une marchandise (source de profits) et un réceptacle à idées préconçues, prédigérées, imposées...

De cette façon naîtront de larges débats (libres) autour de thèmes concrets entre travailleurs manuels, intellectuels et en formation.

Il deviendra ainsi possible de confronter les idées et les pratiques quotidiennes des travailleurs en lutte, à commencer par ceux du cinéma, afin d'unifier ces luttes en leur trouvant un dénominateur commun.

Cette expérience autogestionnaire par essence même est indispensable pour que chacun, prenant conscience de son rôle et de ses possibilités au sein d'un groupe, franchisse un pas de plus vers la construction d'un large mouvement révolutionnaire.

Cette construction devrait permettre l'avènement d'un régime socialiste, où les travailleurs prendront en main, leurs responsabilités et leur destinée.

Section PSU de Cannes

Dans l'objectif

PROVINCE

AUCH

C'est au lycée de Pardaillon que le chanteur occitan Eric Fraj aujourd'hui sa tournée.

CANNES

Suite et fin du festival populaire du film politique organisé par le PSU. En voici le programme :

Luttes d'entreprise :

18.30 *Greve na construçao civil*, collectif

19.00 *Le cas Sogantal*, Cinéquipa

19.50 Débat

20.30 *Quand tu disais Valéry*, de René Vautier et les ouvriers de la SEMM-Sotrimac (St-Nazaire)

22.45 Débat avec les ouvriers en lutte de Griffet (Marseille), Lip (Besançon), Ouest-licenciements (Caen).

CHELLES

Le groupe de recherche pour une animation sociale et populaire présente *Miso et Maso vont en bateau*. Rue des frères Verdeaux. Centre de loisirs. 20.30 Ent : 6 F.

CLERMONT-FERRAND

A la Cinémathèque l'Essai : *Marx Brothers parade*, pendant trois jours (*Animalas crackers*, la pêche au trésor, *Une nuit à Casablanca*) 16 rue JB Torrillon.

LYON

Trois films au cinématographe depuis hier : *Hester street*, de Joan Micklin (Silver (14.45, 21.50), *La femme de Jean*,

de Y Bellon (18.00), *Femmes, femmes*, de Paul Vecchiali (19.45).

METZ

C'est au théâtre populaire de Lorraine que l'on peut assister à la présentation de la dernière création de Jacques Kraemer : *L'histoire de l'oncle Jakob*. TPL, Ile de Saulcy. 57 000.

NICE

Les journées du cinéma bulgare qui ont démarré hier se poursuivront jusqu'au 28 mai à la MJC Magnan. Deux films par jour (19.30 et 21.30), sauf aujourd'hui : une seule séance à 19.30.

ORLEANS

Il était une fois, semble devoir clôturer le festival du spectacle pour l'enfance et la jeunesse. 15.00 au carré St-Vincent.

REIMS

Magnum y est de passage aujourd'hui.

RENNES

Le film de Luchino Visconti : *Sandra* passe au cinéma de la maison de la culture (14.30, 17.30, 20.00, 22.00).

Et Catherine Daste, du théâtre de la Pomme verte présente le spectacle pour enfants : En attendant les oiseaux. 15.00 Salle Vilar. Ent : enfants, 3,50 F.

TOULOUSE

Théâtre à 19.45 au Capitole : *Les folies bourgeoises*, de Roger Planchon, par le TNP.

Chansons, à 21.15 : Cave posésie (rue du Taur), le groupe folk « Sans interdit ». Toute la semaine.

Cinéma, à 21.00. Ciné-club ARC (Cité

Chapou) *Os fusils*, de Ruy Guerra (Brésil).

Cinéma toujours : 20.00 et 22.00 ABC (rue St-Bernard), *il pleut sur Santiago* de Helder Soto.

BANLIEUE

AUBERVILLIERS

Au studio, un seul film aujourd'hui : *Easy reader*, de Denis Hopper (20.00 et 22.00).

BURES

A 14.00, un film de Jacques Tati : *Parade* (40, rue Ch de Gaulle).

COLOMBES

Un film aussi à la Maison des jeunes et de la culture : *La guerre des momies*, de Heynouwski et Scheumann. 20.15, 14 rue Thomas d'Orléans.

SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Tommy, film anglais de Ken Russel. 77, quai de la Pie.

SARCELLES

Reportez-vous à votre quotidien préféré de lundi pour connaître dans ses plus intimes détails l'époustouflant programme que propose ce soir à 20.00 les « doigts dans le nez ». 10 F l'entrée. Courez au forum de Cholette.

SURESNES

On passe dans cette petite ville tranquille un film d'Alain Robbe-Grillet : *Trans-Europ express*. Au cinéma du théâtre Jean Vilar.

«télévision»

MERCREDI 26 MAI 1976

TF 1

12.15 Réponse à tout

12.30 Midi première

13.00 Journal

13.35 Les visiteurs du mercredi

En vrac, dessins animés, feuilletons, actualités, sport etc. Des visiteurs qui ne font que passer.

17.30 Sébastien parmi les hommes

Pas un feuilleton qui n'échappe à l'infantilisme parfumé à l'eau de violette, celui-ci dans le genre grand bourgeois.

18.05 Pour les jeunes

18.30 A la bonne heure

Les maladies vénériennes (!)

Le meilleur gag de la journée sur TF 1

19.45 Alors raconte

Les moins bons gags de la journée sur TF 1

20.00 Journal

20.30 Une place forte

Après les enfants sportifs, les médecins sont la catégorie la plus nombreuse de la population télévisée. A 20h 30 on les trouve dans une dramatique où il est question de somnifères et de drogues variées ; et à...

21.50 Indications

...21h 50, donc, les revoici dans quelques exposés sur le soleil, les grains de beauté, les maladies professionnelles, les greffes de la peau et le tatouage.

22.50 Journal et dodo

A 2

14.15 Programmes régionaux

14.30 Les après-midi d'Antenne 2

14.35 Aujourd'hui madame

15.30 Bonanza

16.20 Un sur cinq

Emission de reportages confiée à un jeune rédacteur en chef improvisé, en vedette invitée : un représentant du gouvernement parlera des jeunes...

18.15 Si les français n'étaient pas venus

... Les ricains ne seraient pas venus non plus ?

18.30 Journal

18.40 Le palmarès des enfants

18.55 Des chiffres et des lettres

19.20 Actualités régionales

19.45 Y'a un truc

20.00 Journal

20.30 L'homme de fer

21.30 C'est-à-dire

23.00 Basket féminin

Championnat d'Europe

FR 3

18.45 Pour les jeunes

Jeux olympiques jeunes. Concours pour gagner un voyage à Montréal. Saine émulation...

19.05 Programmes régionaux

19.20 Actualités régionales

19.40 Tribune libre : le PS.

19.55 Flash journal

20.00 Jeux

20.30 Lucky Luciano

Francesco Rosi a réalisé ce film en 1973. C'est un film-enquête sur les compromissions de l'Etat américain avec le célèbre gangster maffioso Luciano. Le film reconstitue en séquences discontinues la vie de Luciano en y laissant subsister de larges zones de mystère.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM.....

PRENOM.....

ADRESSE : RUE.....

N°.....

VILLE.....

CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

NORMAL

COLLECTIVITES

ETRANGER

1 AN

300 F

200 F

500 F

6 MOIS

150 F

100 F

250 F

3 MOIS

80 F

130 F

— Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.

— Le chèque, barré, est à l'ordre de Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.

— Pour les plis fermés et l'envoi par avion écrire au journal.

— Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.

— Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.



CHRONIQUE DE JUIN 36



14 juillet 35 : Daladier défilant à côté de Racamond dirigeant communiste de la CGT.

La genèse du Front populaire

II Le 14 juillet 1935

Du front unique au front populaire

La constitution du Rassemblement populaire résulte de la convergence de trois projets politiques. Tous sont conçus en fonction de l'évaluation de la combativité ouvrière. Ce n'est que progressivement qu'ils s'affirment et se précisent. Différents dans leurs préoccupations profondes, ces trois projets se fixent, par-delà l'antifascisme, l'objectif de la neutralisation, de l'intégration ou de la canalisation du mouvement populaire. Le but est d'exclure, par définition, l'hypothèse d'une radicalisation révolutionnaire.

La canalisation du mouvement populaire

Du côté communiste, après le grand isolement où l'on traitait les sociaux-démocrates de sociaux-fascistes, et où, à tout heure, on appelait à l'installation des « soviets partout », on est à la recherche d'alliances nouvelles. Prenant conscience, avec retard, du caractère durable de la victoire du fascisme en Allemagne, préoccupés par le danger de guerre contre l'URSS qui en découle, les communistes mettent en tête de leurs préoccupations

l'unité anti-fasciste à tout prix. L'objectif n'est pas de réaliser l'union ouvrière dans la perspective d'une offensive révolutionnaire, mais de réunir tous les antifascistes sous le drapeau de la défense des institutions. Avec le pacte Laval-Staline, en mai 1935 (1), la recherche du soutien radical débouche sur l'établissement d'un programme commun. Dès lors, l'objectif de l'Internationale communiste est de contenir l'expansion nazie. En échange d'une solidarité diplomatique des puissances capitalistes avec l'URSS, les communistes se proposent d'apporter l'appui des masses populaires à l'aile démocratique des bourgeoisies menacées.

L'intégration du mouvement populaire

Du côté socialiste, la perspective est de mettre un terme au jeu dangereux de balancier du parti radical entre la droite et la gauche, et qui favorise le fascisme. Pour ce faire, il faut créer un nouvel axe dont les radicaux ne seraient plus que l'aile droite et le PC l'aile gauche. Se posant en parti de gouvernement, le PS se donne pour

but de réaliser l'intégration politique et sociale de la classe ouvrière dans le système existant, quitte à lui faire subir quelques transformations ; c'est la théorie de l'occupation du pouvoir développée par Léon Blum.

La neutralisation du mouvement populaire

Le projet radical, quant à lui, se résume en une phrase : garder le pouvoir ! Balloté dans une situation de plus en plus tendue, critiqué par une droite qui cherche à rallier les classes moyennes sur la base des scandales, menacé de laminage électoral par une gauche qui risque de profiter de la mobilisation populaire antifasciste, il lui faut choisir. Voyant s'ouvrir la perspective d'une paix sociale sous le sceau de cet antifascisme, la gauche du parti radical (Daladier) considère que le Front Populaire peut sortir le parti de la situation dangereuse dans laquelle il se trouve. De cette manière, les radicaux pourront continuer à jouir d'un bien dont ils ne peuvent être dépossédés longtemps : le pouvoir.

En janvier 1936, seulement trois mois avant la victoire électorale du Front Populaire, les représentants radicaux décident enfin de retirer leur soutien au gouvernement Laval auquel Herriot participait.

La classe ouvrière reste le moteur profond du Rassemblement Populaire. Elle pousse à l'unité. Elle répond présente le 12 février 34 contre les fascistes, elle est encore présente, plus massivement, le 14 juillet 1935 pour appuyer l'alliance de toute la gauche. Les travailleurs souhaitent la victoire du Front Populaire. Ils en espèrent une amélioration de leur sort autant qu'une défaite de la droite. Le dilemme devient rapidement clair. Attendre les élections futures, patienter devant l'offensive de la droite qui cherche désespérément à rétablir un pouvoir menacé, ou, au contraire, prolonger les manifestations du 14 juillet et du 12 février sur le plan des luttes. Devant les décrets-lois Laval, appuyés par Herriot, la classe ouvrière va riposter de manière dispersée et localisée. La solution ouvrière à la crise politique va s'effacer devant celle du Front Populaire.

(1) Accompagné de la déclaration suivante : « M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité. »

J.M.B.

Prochain article : Les journées d'août 1935 : la combativité muselée.

MAI 36 Le mois d'attente

Le Front Populaire est victorieux le 3 mai, cependant, le gouvernement d'union nationale du radical Sarraut, célèbre par sa formule : « Le communisme, voilà l'ennemi ! », reste encore en place pendant un mois. Cette situation paradoxale devait finir par exaspérer les travailleurs qui n'avaient que trop attendu. L'éditorialiste de *L'Humanité*, Paul Vaillant Couturier, s'indigne bien le 6 : « Sarraut décide de rester pour ne rien faire. Il refuse d'obéir au pays et se réfugie derrière la procédure qui veut que la Chambre de 1932 subsiste jusqu'au 1^{er} juin. Pourtant, les jours, les heures, comptent pour les travailleurs », mais le PC s'en tient là. Ce sujet n'est plus évoqué pour ne pas mettre dans l'embarras Blum et les radicaux. Il est repris dans le PS par le leader de l'aile gauche, Marceau Pivert, qui insiste pour que n'on ne perde pas de temps. Des dirigeants syndicalistes proches des socialistes s'alarment également, tel Charles Laurent qui déclare dans *La tribune des fonctionnaires* : « Pourquoi ne pas bousculer les traditions, pourquoi attendre ? Se représente-t-on la ponction qui va être opérée sur le stock d'or de la Banque de France ? Ne va-t-on pas perdre, à la cadence actuelle, plusieurs milliards ? ».

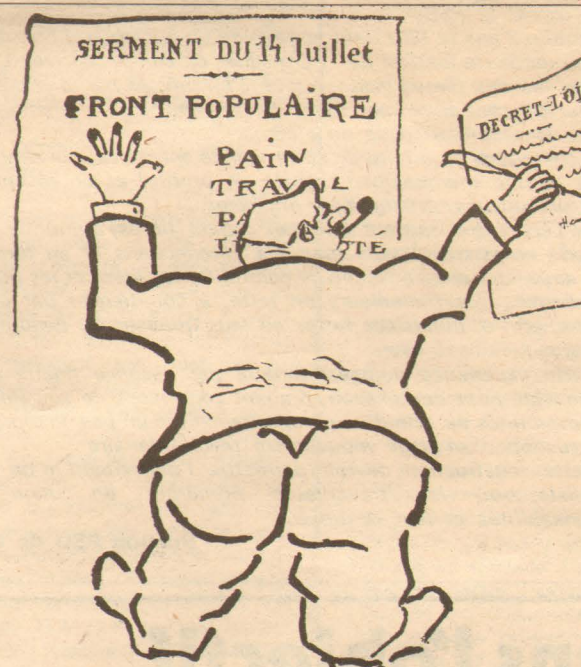
Les secousses boursières et monétaires prennent de l'ampleur et 9 milliards d'or sont déjà sortis de la Banque de France. Les ministres réactionnaires et Sarraut lui-même sont prêts à céder la place. Mais Blum veut se montrer plus légaliste qu'eux et soutient qu'il a tout son temps.

Blum n'a aucune peine à faire ressortir l'incohérence de cette attitude du PC.

Quinze ans plus tard, Thorez affirmera qu'il avait proposé au Bureau politique d'accepter la participation, et que cette proposition n'a pas été retenue. Certains historiens contestent cette version qui vise à créer l'image d'un Thorez très ouvert, largement indépendant de Moscou, ce qui est loin de la vérité. Ce que l'on sait, c'est que les correspondants de presse à Moscou signalent que les milieux dirigeants ne manifestent aucun enthousiasme envers l'expérience Blum, et déplorent l'échec des radicaux. Toujours est-il que le PC offrira sa participation au radical modéré Chautemps qui succédera à Blum en juin 37, alors que le Front Populaire a déjà échoué. Il sera encore disposé, plus tard, à collaborer à un cabinet d'union nationale, de Thorez à l'ultra-réactionnaire Marin. Mais l'heure du PC était alors passée. La bourgeoisie prenait ses dispositions pour régler ses comptes avec la classe ouvrière.

« Les soviets partout » sont remis aux calendes grecques

Le second point d'accrochage concerne les comités de Front Populaire, en tant que moyen « d'assurer au prochain gouvernement l'appui effectif des masses laborieuses », selon l'opinion du PC. La réaction des socialistes, et à plus forte raison celle des radicaux, est franchement hostile à un tel projet. Les communistes qui se dépensent tant



LA VRAIE FACE DU PARTI RADICAL

Herriot, président du Parti radical et ministre de Laval prêtant serment au Front populaire tout en signant les décrets-loi anti-ouvriers (extrait de « Révolution » organe socialiste révolutionnaire. 11/8/35).

Y aura-t-il des ministres communistes ?

C'est l'un des sujets de discussions au mois de mai. Les socialistes attachent un grand prix à la participation du PC, ne tenant pas à se trouver débordés sur leur gauche. L'argument qu'avance le PC pour refuser cette offre est peu consistant. « La présence des communistes au ministère servirait de prétexte aux campagnes acharnées de la réaction », selon Duclos. Il n'y a donc pas d'obstacle principal, seulement une petite raison d'opportunité, de circonstance. C'est léger et peu convainquant. Des mobiles plus profonds ont certainement animé ceux qui, à Moscou, ont fait ce choix. La réponse négative du PC est d'autant plus déconcertante qu'elle s'accompagne d'une proposition au PS d'engager la discussion immédiate sur l'unité organique « pour aboutir au plus vite au parti unique de la classe ouvrière ».

pour rassurer, fournissent un nouveau sujet d'inquiétude à leurs alliés, pour ne pas parler de la grande presse qui voit déjà les soviets régner partout. *L'Humanité* s'efforce à démontrer que ce danger est inexistant, « qu'il s'agit simplement d'améliorer ce qui existe... que ces comités ne sauraient se substituer aux partis unis dans le Front Populaire » (Thorez).

Il y a finalement un consensus dans la mesure où aucun des partisans du Front Populaire n'a le désir d'encourager le développement d'une situation révolutionnaire. Pour le PC, ce n'est qu'une occasion d'étendre son influence. Aussi, les comités de Front Populaire ont-ils rarement une existence réelle et jouent un rôle des plus modestes. « Les soviets partout », c'est pour plus tard. Seuls, les trotskystes et d'autres courants d'extrême gauche appellent à la création et au développement des comités dans les entreprises et les localités, et à une fédération de ces comités.

André Duret

Une manifestation du 14 juillet 1935 scelle l'entrée des radicaux dans le Front Populaire.

Le matin, lors d'un meeting au stade Buffalo, les assistants, environ 10 000 personnes, jurent solennellement de respecter l'engagement suivant :

« Nous faisons le serment de rester unis pour défendre la démocratie, pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour mettre nos libertés hors d'atteinte du fascisme. Nous jurons, en cette journée qui fait revivre la première victoire de la République, de défendre les libertés démocratiques conquises par le peuple de France, de donner du pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et, au monde, la grande paix humaine. »

Ces perspectives n'ont rien d'un engagement révolutionnaire. C'est sur cette base que l'après-midi, plusieurs centaines de milliers de manifestants se réunissent, dans une forêt de drapeaux tricolores, à la place de la Bastille. Dans le même temps, 50 000 Croix-de-feu se rassemblent à l'Arc de Triomphe. Le cortège impressionnant de la gauche (500 000 personnes peut-être) s'écoule lentement vers la Nation dans

une ambiance de kermesse populaire. La chaleur est torride.

Daladier, le « fusilleur » du 6 février comme l'avait appelé le PC, Thorez, Blum, scellent par leur présence, la mutation de l'unité ouvrière antifasciste en Front Populaire.

Dans le cortège, quelques notes discordantes. Quelques militants du PC crient « Les soviets partout », d'autres, se croyant encore en février 34, lancent « Unité d'action ». En queue, les jeunesses socialistes, animées par les trotskystes, manifestent leur présence par les cris de « Gouvernement ouvrier et paysan » et « Front Populaire de combat ». Elles défilent au pas cadencé, revêtues de leur chemise bleue et réclament, contre les fascistes, les milices ouvrières. Leur importance numérique est cependant faible au regard de l'ensemble du cortège.

Les jeunes socialistes, gauchistes de l'époque, restent la mauvaise conscience révolutionnaire d'un Front Populaire qui, en ce 14 juillet 1935, vient de naître.

J.M.B.